

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1313

17 juin 2011

SOMMAIRE

Amalthee S.A.	63024	Kim Productions S.à r.l.	63014
GDF SUEZ Energy International Invest ..	63008	Kim Productions S.à r.l.	63014
Gestion Générale Immobilière S.à r.l.	63009	Koch-Montage-Bau A.G.	63014
Goodrich Aftermarket (Singapore) S.à r.l.	63008	Leader International E-Solutions	63015
Goodrich Luxembourg S.à r.l.	63008	L'Ile aux enfants	63014
Goodrich Luxembourg S.à r.l.	63008	L'Industrie	63014
Grove Holding	63009	Lisgo S.à r.l.	63015
Haasberg	63009	L'Oiseau Bleu S.A.	63015
H Financial Group S.A.	63009	Longview Partners Investments	63023
Highrise S.à r.l.	63023	Lupercal S.A., SICAR	62978
IK Office S.à r.l.	63009	Lux-Aménagements S.A.	63016
IMCS, International Management & Con- sulting Services SA	63010	Luximotrust S.à r.l.	63016
Immo Invest H R S.A.	63010	Lux Industrie S.A.	63015
Innova RS Holding S.à r.l.	63010	Lux Moebel TEC Sàrl	63016
Intégrations Technologies & Systèmes In- ternational SA	63010	Mylan Luxembourg 1 S.à r.l.	63016
Interactive Luxembourg S.A.	63011	Mylan Luxembourg 2 S.à r.l.	63016
International Corporate & Family Office	63011	Mylan Luxembourg 3 S.à r.l.	63017
Interoute S.à r.l.	63011	Mylan Luxembourg 4 S.à r.l.	63019
Intrasonics S.à r.l.	63012	Mylan Luxembourg 5 S.à r.l.	63020
Ipso Facto S.à r.l.	63011	Narya S.A.	63020
Jani S.A.	63011	NJCM International SA	63020
Jani S.A.	63012	Onyx Sàrl	63020
JETSET Group S.à r.l.	63012	Optimal Consult SA	63020
KA Office S.à r.l.	63012	Peter's Soups and Juices	63021
Kerma S.A.	63013	Platifer S.à r.l.	63024
Kerma S.A.	63013	Premier Education Holdings II S.à r.l.	63021
Kerma S.A.	63013	Premier Education Holdings II S.à r.l.	63021
Kim Productions S.à r.l.	63013	Profea S.à r.l.	63021
		Pure Equity Finance S.à r.l.	63022
		Renlux S.A.	63022
		Roudbaach S.à r.l.	63017

Lupercal S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 161.400.

N.B. La version anglaise (faisant foi) est publiée au Mémorial C-N° 1312 du 17 juin 2011 .

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le quatre mai,

par devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, au Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire de la société "LUPERCAL S.A., SICAR", une société anonyme régie par les lois de Luxembourg, ayant son siège social situé 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée par acte du notaire soussigné en date du 24 Février 2011, dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis sa constitution et sont en train d'être publiés au Mémorial C.

L'assemblée a nommé Mme Sophie Henryon, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette comme président de la séance (le «Président»), qui a nommé comme secrétaire Mme Claudia Rouckert, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette. L'assemblée a élu un scrutateur en la personne de Mme. Maria Santiago De Sousa, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette.

Le Bureau de l'assemblée générale ayant été ainsi constitué, le Président a déclaré et a requis le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence, qui, après avoir été signée par le mandataire des actionnaires représentés, les membres du conseil de la réunion et le soussigné notaire, restera annexée au présent acte pour être déposée auprès des autorités d'enregistrement.

II. Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront également annexés au présent acte.

III. Il ressort de la liste de présence, que tous les 310 (trois cent dix) Actions de Fondateur, représentant l'intégralité des actions émises et libérées du capital social de la Société, sont représentées, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points de l'ordre du jour.

IV. Que les mots en majuscules utilisés dans le présent acte ont, sauf si le contexte indique clairement le contraire, la même signification que décrit dans l'acte de constitution.

V. Que l'agenda de l'assemblée est le suivant:

Agenda

(1) Nomination du dépositaire de la Société.

(2) Nomination de l'agent administratif, de domiciliation, et de l'agent de registre et de transfert de la Société.

(3) Transfert du siège social de la Société.

(4) Détermination du nombre des membres du Conseil d'Administration de la Société et nomination des administrateurs de la Société.

(5) Refonte des Statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a prié le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes, prises à l'unanimité:

Première Résolution

L'assemblée a décidé de nommer Union Bancaire Privée, ayant son siège social au 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme Dépositaire (tel que défini ci-dessous) de la Société.

Deuxième résolution

L'assemblée a décidé de nommer Caceis Bank Luxembourg S.A, ayant son siège social à 5, allée Scheffer L-2550 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, comme l'Agent Administratif, domiciliaire et Agent de Registre et de Transfert de la Société (tels que définis ci-dessous).

Troisième Résolution

L'assemblée a décidé de transférer le siège social de la Société à l'adresse suivante:

5, allée Scheffer L-2550 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Quatrième Résolution

L'assemblée a décidé que le nombre des membres du Conseil d'Administration de la Société est fixé à trois (3) et que

Monsieur Jean-Marie BILLIOTTE, directeur, dont l'adresse professionnelle est à 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg est nommé et désigné comme administrateur de Catégorie A et que M. Keimpe REITSMA, directeur, dont l'adresse professionnelle est à 16 avenue Pasteur, L- 2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et Monsieur Christian TAILLEUR, directeur, dont l'adresse professionnelle est à 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg sont nommés et désignés comme administrateur de Catégorie B, cela pour une période de six ans à compter de la date du présent acte.

Cinquième Résolution

L'assemblée a décidé de procéder à la refonte complète des Statuts de la Société, comme suit:

Titre préliminaire - Définitions

Sauf si défini ailleurs dans ces Statuts ou à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions dans les Statuts ont le sens décrit ci-dessous.

Agent Administratif désigne une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social à Luxembourg en sa qualité d'agent domiciliataire, secrétaire, de paiement et administratif de la Société, ou ses successeurs en leur qualité d'agent domiciliataire, secrétaire, de paiement et administratif de la Société;

Contrat d'Agent Administratif désigne le contrat conclu entre la Société et l'Agent Administratif;

Conseiller ou Conseiller en Investissement, désigne toute personne qui, moyennant rétribution, conseille la Société, ses Compartiments et son Conseil d'Administration, soit directement, soit par le biais de publications ou d'écrits sur la valeur des titres ou l'opportunité d'investir dans l'achat ou la vente de valeurs mobilières, ou qui, moyennant rétribution et dans le cadre d'une activité régulière, émet ou produit des analyses ou rapports concernant des valeurs mobilières ou des conseils pour la création de valeur relative à un Portefeuille d'Actifs de la Société ou de ses Compartiments;

Affilié désigne une entité ou une Personne qui directement ou indirectement contrôle ou est contrôlée par ou est sous contrôle de la partie affiliante. Dans le cadre de la définition d'Affilié, le terme "contrôle" (et tous ses dérivés) signifie, à l'égard d'une entité, le droit (i) d'exercer la majorité des droits de vote de l'assemblée des associés de cette entité, ou (ii) de nommer la majorité des membres de l'organe en charge de l'activité journalière de l'entité concernée ou (iii) de déterminer la politique et la stratégie de cette entité;

Engagements Globaux désigne le montant total des Engagements pris par un des Actionnaires, qu'ils soient tirés ou non;

Statuts ou Articles d'Association désigne les statuts de la Société, tels que modifiés de temps à autre;

Actifs désigne, pour un Compartiment, les actifs de ce Compartiment, et pour la Société, les actifs de la Société;

Auditeur désigne l'auditeur, agissant en sa qualité de réviseur d'entreprise agréé des comptes de la Société;

Investisseur Autorisé désigne un Investisseur Averti, qui satisfait aux conditions d'éligibilité telles que définies à l'article 2 de la Loi SICAR et qui n'est pas une Personne Non Autorisée;

Devise de Base désigne la monnaie de référence de la Société qui est l'Euro (EUR), étant entendu que la Devise de Référence d'un Compartiment peut différer, et être l'Euro (EUR) ou une autre devise;

Action au Porteur désigne une Action représentée par un certificat qui stipule que le détenteur du certificat est le propriétaire de l'action au porteur;

Certificat d'Action au Porteur désigne un certificat marqué et numéroté qui stipule que le porteur du certificat est le propriétaire de l'Action de la Société;

Bénéficiaire d'Action désigne une Personne investissant dans la Société au travers d'une Entité Feeder ou d'un Nominee;

Conseil d'Administration ou Conseil désigne le Conseil des Administrateurs de la Société;

Jour Ouvré ou Jour de Banque à Luxembourg désigne un jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) où les banques sont ouvertes à Luxembourg;

Contribution en Capital désigne la partie de l'Engagement financier de chaque Actionnaire tiré et apporté par l'Actionnaire au Capital Social en échange de l'émission en sa faveur d'Actions de l'un des Compartiments de la Société;

Administrateur de Catégorie A désigne un Administrateur de la Société nommé conformément à la section "Gestion - représentation" des Statuts en qualité d'administrateur de catégorie A;

Administrateur de Catégorie B désigne un Administrateur de la Société nommé conformément à la section "Gestion - représentation" des Statut en qualité d'administrateur de catégorie B;

Président désigne le président du Conseil d'Administration;

Résolution Circulaire désigne une résolution d'un Organe Officiel de la Société, adoptée par écrit et signée par voie circulaire par les membres de l'Organe Officiel concerné, qui aura le même effet qu'une résolution adoptée au cours de la réunion d'une Assemblée Générale des membres de cet Organe Officiel;

Classe désigne une catégorie d'Instruments qui est émise pour un Compartiment déterminé, comme indiqué dans les Spécifications de Compartiment ou Conditions particulières;

Valeur de Classe désigne, pour une Classe d'Instruments, la fraction de la Valeur de Compartiment attribuée ou attribuable à cette Classe;

Actions de Classe A désigne la classe A d'Actions émises et souscrites par un Investisseur Averti, ayant les caractéristiques et portant les droits et obligations énoncées dans le PPM, les Statuts et les Spécifications de Compartiment concernées;

Actionnaire de Classe A désigne le détenteur d'Actions de Classe A;

Actions de Classe Y désigne la Classe Y d'Actions exclusivement émises et souscrites par le(s) Conseiller(s) en Placement (le cas échéant) et ses Personnes Liées ou Affiliées, ayant les caractéristiques et portant les droits et obligations et les droits spécifiques de distribution tels qu'énoncés dans le PPM, les Statuts et les Spécifications de Compartiment concernées;

Actionnaire de Classe Y désigne le(s) Conseiller(s) en Placement et ses Personnes Liées ou Affiliées détenteurs d'Actions de Classe Y;

Actions de Classe Z désigne la Classe Z d'Actions exclusivement émises et souscrites par l'Initiateur et ses Personnes Liées ou Affiliées, ayant les caractéristiques et portant les droits et obligations et les droits de distribution spécifiques tels qu'énoncés dans le PPM, les Statuts et les Spécifications de Compartiment concernées;

Actionnaire de Classe Z désigne l'Initiateur et ses Personnes Liées ou Affiliées détenteurs d'Actions de Classe Z;

Clôture désigne la Première Clôture, chaque Clôture Suivante;

Date de Clôture désigne la date à laquelle l'augmentation de capital associée à un placement sera fixée par le Conseil;

Engagement(s) désigne le montant maximum accepté d'être apporté à la Société par voie de souscription pour les Actions d'un Compartiment par un Actionnaire, conformément aux termes et conditions énoncés dans le Contrat de Souscription conclu par cet Actionnaire;

Période d'Engagement désigne la période pendant laquelle les Investisseurs et Actionnaires du Compartiment devront honorer les Avis de Prélèvement pour les Apports en Capital devant être effectués en vertu de l'Engagement d'Investisseur;

Actions Communes ou Actions Ordinaires désignent une forme de participation au Capital de la Société, communément appelé "commune" ou "ordinaire" et qui doit être distinguée des Actions Privilégiées et dont les droits de distribution spécifiques sont définis par les Spécifications de Compartiment concernées;

Loi des Sociétés désigne la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée telle que modifiée de temps à autre (Loi du 10 août 1915);

Société désigne LUPERCALE S.A., SICAR;

Documents de la Société désigne collectivement le PPM, y compris ses Spécifications de Compartiment(s) et les Statuts;

Compartiment désigne une partie distincte et séparée des actifs et du passif de la Société au sens de la Loi SICAR et à laquelle des Instruments spécifiques, Actions et/ou Classes se rapportent;

Engagement en Capital d'un Compartiment ou Engagement désigne le montant maximal versé ou accepté d'être versé à un Compartiment donné, par voie de souscription des Actions dans le Compartiment concerné, par un Investisseur, conformément au(x) Contrat(s) de Souscription de cet Investisseur;

Spécifications de Compartiment désigne les spécifications relatives à un Compartiment donné comme indiqué dans la Partie II du PPM, telles que modifiées de temps à autre;

Action de Compartiment signifie une Action émise par la Société de temps à autre au sein d'une Classe spécifique et pour un Compartiment déterminé, ayant les droits prévus dans les Statuts et les Spécifications de Compartiment concernées;

Valeur de Compartiment désigne, pour un Compartiment spécifique, la valeur déterminée à une Date d'Evaluation des Actifs alloués ou attribuables à ce Compartiment après déduction de toute réclamation de Tierces Parties contractantes (autres que les détenteurs d'Instruments) relative à ce Compartiment;

Conditions désigne, pour toute Classe d'Instruments de Dette, les termes et les conditions de ces Instruments de Dette figurant dans les Documents de Transaction concernés;

Personne(s) Liée(s) désigne toute personne physique ou morale désignée comme telle par une entité privée ou morale (y compris, sans toutefois s'y limiter, les directeurs de cette entité juridique ainsi que les actionnaires de cette entité et/ou toute société ou entité appartenant à ou contrôlés par les directeurs ou par l'entité);

Organe Officiel de la Société ou Organe Officiel désigne les organes de la Société tels que décrits à l'Article 6 des Statuts.

Correspondant(s) désigne (une) banque(s) et (les) (l')agent(s) correspondant(s) dûment autorisé(e)(s) et nommé(e)(s) par le Dépositaire et l'Agent Payeur sous sa responsabilité;

CSSF désigne la Commission de Surveillance du Secteur Financier, l'autorité de surveillance luxembourgeoise du secteur financier;

Circulaire CSSF 06/241 désigne la circulaire émise par la CSSF, en date du 5 avril 2006, concernant la notion de capital-risque en vertu de la Loi SICAR;

Contrat de Dépositaire désigne le contrat de dépositaire conclu entre la Société et le Dépositaire;

Dépositaire désigne l'établissement de crédit tel que défini par la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier nommé chaque fois que de besoin par la Société en qualité de Dépositaire des Actifs de la Société ou d'un Compartiment comme indiqué dans les Spécifications de Compartiment ou les Conditions, selon le cas;

Titulaire d'Instrument de Dette signifie tout détenteur de titres de créance;

Instruments de Dette désigne tous instruments de dette émis par la Société de temps à autre au sein d'une Classe spécifique et par rapport à un Compartiment déterminé, ayant les droits prévus par les Conditions qui s'y rapportent;

Avis de Défaut désigne un avis envoyé à un Investisseur ou à un Actionnaire par le Conseil après que celui-ci ait failli à honorer pleinement les termes d'un Avis de Prélèvement;

Actionnaire Défaillant désigne tout Actionnaire ayant failli à honorer un Avis de Prélèvement et ayant reçu un Avis de Défaut du Conseil et déclaré comme tel par le Conseil, en conformité avec le PPM ainsi qu'avec la définition de ces termes donnée dans les Spécifications de Compartiment concernées;

Gains en Capital Distribuable désigne le total des liquidités disponibles de la Société ou d'un Compartiment résultant de la perception à titre de remboursement du capital d'un investissement et/ou de la cession d'un investissement par la Société à une date de distribution de gain en capital, et qui est disponible pour distribution aux Actionnaires tel que déterminé par le Conseil, net de tous frais et/ou de dépenses d'investissements (immobilisations);

Prélèvement signifie un appel en versement de capital chaque fois que le Conseil demande qu'un Investisseur apporte des capitaux supplémentaires dans un Compartiment suite à une contribution qui a été convenue par le biais d'un Engagement;

Avis de Prélèvement signifie la notification écrite d'un appel en versement de capital émis par le Conseil au nom de la Société en vue du Prélèvement de tout ou partie de l'Engagement, et qui détermine les tranches et les dates auxquelles les Engagements des Actionnaires doivent être apportés, comme indiqué dans les Spécifications de Compartiment;

EU désigne l'Union Européenne;

EUR ou Euro désigne la monnaie des Etats membres de l'EU qui ont adopté la monnaie unique conformément au traité instituant la Communauté Européenne (signé à Rome 1957), tel que modifié;

Entité Feeder désigne une ou plusieurs entités distinctes ou tierces parties dans laquelle un Bénéficiaire d'Action a investi directement ou indirectement, cette entité séparée ou tierce partie ayant elle même investi dans des Actions de Compartiment de la Société en son nom propre mais pour le compte du Bénéficiaire d'Action;

Date de Clôture Finale ou Clôture Finale désigne la date à laquelle la Société cesse d'accepter des Engagements pour un Compartiment;

Date de Clôture Initiale désigne la première date fixée par la Société à laquelle les Contrats de Souscription en relation avec la première émission d'Actions d'un Compartiment sont reçus et acceptés par la Société;

Date de Prélèvement Initial désigne en relation avec un Investisseur ou un Investisseur ultérieur, la date à laquelle le premier Prélèvement de son Engagement est effectué;

Exercice Fiscal désigne l'exercice financier de la Société, qui commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de chaque année, sauf pour le premier exercice qui s'étend de la date de constitution de la Société jusqu'au 31 décembre de l'année de constitution de la Société;

Action(s) de Fondateur désigne les trois cent dix (310) actions issues au profit des Actionnaires Fondateurs indépendamment du Capital Social émises par la Société, entièrement libérées et détenues par l'Initiateur à la constitution de la Société, non émises en relation à un Compartiment et ayant les droits qui y sont rattachés comme indiqué dans les Statuts;

Actionnaire Fondateur signifie tout détenteur d'Action de Fondateur;

Collecte de Fonds désigne le processus par lequel la Société sollicite des Engagements financiers auprès d'Investisseurs Autorisés, y compris des investisseurs privés, entreprises d'investissement ou institutionnels en vue de mettre en commun leurs apports de fonds dans les Compartiments;

Assemblée Générale ou Assemblée Générale des Actionnaires, désigne toute Assemblée Générale des Actionnaires de la Société ou d'un Compartiment donné ou d'une Classe d'Instruments/Classe d'Actions d'un Compartiment, ou des Actions de Fondateur;

Personne Indemnisée désigne chaque membre du Conseil et chaque dirigeant, exécutants et administrateurs de la Société;

Date de Clôture Initiale désigne le dernier Jour Ouvré de la Période d'Offre Initiale;

Période de Placement Initial ou Placement Initial désigne la période pendant laquelle les Actions d'un Compartiment sont tout d'abord offertes à la souscription, comme indiqué dans le PPM et les Spécifications de Compartiment concernées;

Paiement Initial désigne le paiement du Prix de Souscription Initial par un Investisseur de la Société en application de sa Souscription à des Instruments d'un Compartiment;

Prix de Souscription Initial désigne le prix auquel les Actions d'un Compartiment sont proposées aux Investisseurs au cours de la Période de Placement Initial, comme indiqué dans les Spécifications de Compartiment du PPM, ce Prix de Souscription Initial exclut le paiement de Frais de Souscription, le cas échéant;

Initiateur désigne le fondateur de la Société, Live Solutions Limited, une société anonyme constituée au Royaume-Uni;

Instruments désigne toute Action et/ou Instrument de Dette d'un Compartiment;

Détenteur d'Instrument désigne tout détenteur d'Instruments de temps à autre;

Sociétés Investee ou Sociétés du Portefeuille désigne les entreprises (souvent de petites ou moyennes entreprises) ou les infrastructures dans lesquelles le Conseil investit le capital d'un Compartiment conformément à la Stratégie d'Investissement;

Investissement signifie tout investissement effectué par la Société ou un Compartiment;

Période d'investissement désigne, pour un Compartiment déterminé, la période commençant à la Première Date de Clôture et au cours de laquelle le Compartiment investira dans des nouvelles sociétés du Portefeuille;

Stratégie d'investissement désigne la stratégie de la Société pour ses investissements, telle que détaillée dans les parties I et II du PPM;

Investisseurs désigne tout investisseur dans un Compartiment de la Société qui a signé et renvoyé un Contrat de Souscription qui a été accepté par la Société (pour éviter tout doute, le terme inclut, le cas échéant, les Actionnaires);

Date d'émission désigne, eu égard aux Instruments, la date indiquée comme telle dans les Spécifications de Compartiment ou les Conditions, selon le cas;

Prime de Souscription Tardive désigne la prime de souscription tardive telle qu'énoncée dans le PPM;

Lois signifie conjointement la Loi sur les Sociétés et la Loi SICAR;

Lux GAAP ou Luxembourg GAAP désigne les principes comptables généralement reconnus à Luxembourg;

Assemblée désigne une assemblée d'un Organe Officiel de la Société, tel, sans limitation, une assemblée extraordinaire ou une assemblée générale des Actionnaires, du Conseil, ou de toute assemblée combinée du Conseil ou des détenteurs d'Actions d'une Classe spécifique ou d'un Compartiment spécifique ou une assemblée des détenteurs d'Actions de Fondateur;

Valeur Nette d'Inventaire ou «VNI», désigne la valeur liquidative de la Société, d'un Compartiment, d'une Action, ou d'une Classe, calculée dans chaque cas comme prévu par les Documents de la Société;

Nominee désigne une ou plusieurs entités juridiques réglementées qui détiennent des Actions d'un Compartiment pour le compte d'un Bénéficiaire d'Action conformément aux termes et conditions des Statuts et du PPM;

Période d'Offre désigne la période commençant à la Date de Clôture Initiale et se terminant à la Date de Clôture Finale, au cours de laquelle le Conseil peut accepter des Engagements de nouveaux Investisseurs et au cours de laquelle les Investisseurs existants et les Actionnaires peuvent accroître leur Engagement actuel et qui se terminera au plus tard à la Date de Clôture;

Par Value désigne la valeur nominale d'un titre qui est déterminée par la société émettrice comme le prix minimum;

Païement désigne tout paiement par un Investisseur à la Société relatif à sa Souscription dans des Instruments d'un Compartiment, jusqu'à concurrence du montant maximal d'Engagement de l'Investisseur;

Personne désigne une personne physique ou morale, partnership, trust, association, estate, organisme gouvernemental, et les pronoms qui se réfèrent à une Personne ont, par extension, le même sens;

Investisseur Précédent désigne un Investisseur dont les Engagements ont été tirés à la ou après la Première Date de Clôture, mais avant la Date de Premier Prélèvement d'un Investisseur Suivant;

Actions Privilégiées désigne une catégorie spéciale d'Actions de la Société qui peuvent avoir n'importe quelle combinaison de caractéristiques que ne possèdent pas des Actions Ordinaires et peuvent avoir la priorité sur les Actions Ordinaires dans le paiement de dividendes et lors de la liquidation, tel que défini par les Spécifications de Compartiment. Les caractéristiques suivantes pouvant être associées à des Actions Privilégiées: la préférence en matière de dividendes, la préférence dans la répartition des actifs en cas de liquidation, ou la particularité d'être sans droit de vote, etc ...;

Mémorandum de Placement Privé ou PPM désigne le document d'émission relatif à la Société et à ses Compartiments, pouvant être amendé, complété et modifié chaque fois que nécessaire, sur la base duquel la Société offre des Actions de Compartiment à des Investisseurs Autorisés;

Personne Non Autorisée désigne toute personne, société, partnership ou personne morale, dès lors que, du seul avis du Conseil, la détention d'Actions par cette personne non autorisée peut être préjudiciable aux intérêts des Actionnaires existants ou de la Société si elle est susceptible d'entraîner une violation de toute loi ou règlement, luxembourgeois ou autre, ou s'il pourrait en résulter que la Société soit exposée à des préjudices en matière fiscale et réglementaire;

Résolution Qualifiée d'Actionnaires désigne une résolution proposée par le Conseil et/ou un Organe Officiel de la Société, devant être adoptée soit lors d'une Assemblée Générale régulièrement convoquée d'un Organe Officiel de la Société, soit par Résolution Circulaire d'une Assemblée Générale d'un Organe Officiel de la Société (sous réserve des termes et conditions applicables aux Résolutions Circulaires), relative à une résolution concernant cette Assemblée Générale, (a) avec un Quorum de cinquante pour cent (50%) des actions émises présentes ou représentées, ce Quorum devant comprendre au moins cinquante pour cent (50%) des Actions de Fondateur émises et cinquante pour cent (50%) des Actions de Class Z (le cas échéant) émises, présentes ou représentées et (b) avec une majorité des deux tiers des Actionnaires présents ou représentés votant en faveur de la résolution proposée, ce vote devant inclure le vote affirmatif d'au moins cinquante pour cent (50%) des Actions de Fondateur émises et d'au moins cinquante pour cent (50%) des Actions de Classe Z émises (le cas échéant) et où toutes les Actions voteront comme une seule classe;

Quorum désigne le nombre minimum d'Actions qui doivent être présentes ou valablement représentées à une Assemblée, nécessaire pour que l'Assemblée soit régulièrement constituée;

Date d'Enregistrement désigne un jour et une heure spécifiés par le Conseil, auxquels les Actionnaires sont réputés détenir leur participation en Actions au Capital afin d'être admissible à voter à une Assemblée Générale d'Actionnaires;

Date de Rachat désigne toute date à laquelle les Actions sont rachetées en conformité avec les Statuts;

Prix de Rachat désigne le prix auquel les Actions ont été rachetées dans les conditions décrites dans les Statuts;

Devise de Référence désigne la devise de référence d'un Compartiment ou d'une Classe;

Registre ou Registre des Actionnaires désigne le registre tenu par la Société ou tout agent désigné et contenant, pour chaque Actionnaire détenteur d'Actions Nominatives, notamment son nom, son domicile, le nombre d'Actions souscrites, acquises ou cédées;

Siège Social désigne le siège social de la Société, qui doit en tout temps être établi à Luxembourg, auquel toutes les communications, assignations et autres actes de procédure doivent être signifiés;

Action Enregistrée ou Action Nominative désigne une Action à l'égard de laquelle une personne est inscrite dans le Registre des Actionnaires de la Société en tant que détenteur de l'Action;

Agent de Registre et de Transfert désigne une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social à Luxembourg en sa qualité d'agent de registre et de transfert de la Société ou d'un Compartiment ou d'une Classe d'Instruments tels que spécifiés dans les Statuts ou la Spécification de Compartiment concernée ou les Conditions, selon le cas, ou tout successeur de l'agent de registre et de transfert;

Contrat d'Agent de Registre et de Transfert désigne le contrat d'agent de registre et de transfert pouvant être modifié chaque fois que nécessaire, conclu entre la Société et l'Agent de Registre et de Transfert;

Capital Social ou Capital ou Capital Social Emis, désigne la valeur totale des Actions de la Société qui ont été émises aux Actionnaires de la Société et des divers Compartiments, autres que les Actions de Fondateur, et qui restent en circulation (c'est-à-dire n'ont pas été remboursées ou rachetées pour être détenue en trésorerie); ces Actions, ainsi que la prime d'émission, représentent le capital investi par les Actionnaires dans la Société;

Actionnaire(s) signifie tout détenteur d'Actions de Fondateur ou de Compartiment; cela comprend, lorsque le contexte l'exige, un Bénéficiaire d'Action qui détient des Actions par le biais d'une Entité Feeder ou d'un Nominee;

Engagements Non Tirés d'Actionnaires désigne le montant de l'Engagement d'un Actionnaire qui reste disponible pour un Prélèvement à un moment précis;

Action(s) signifie les Actions de Fondateur et/ou les Actions de Compartiment, quelle que soit la Classe dans quelque Compartiment que ce soit;

Loi SICAR ou Loi de 2004 désigne la loi luxembourgeoise du 15 Juin 2004 sur la société d'investissement en capital à risque, telle que modifiée de temps à autre;

Souscripteur désigne toute Personne qui souscrit à des Actions de la Société ou d'un de ses Compartiments, que ce soit avant ou après la constitution de la Société;

Contrat de Souscription désigne l'accord conclu entre la Société et chaque Investisseur par lequel (i) l'Investisseur s'engage à souscrire des Actions de la (des) Classe(s) d'un Compartiment déterminé de la Société tel que spécifié dans le contrat de souscription pour un certain montant, lequel sera payable à la Société en totalité ou en partie contre l'émission d'Actions dès que l'Investisseur reçoit un Avis de Prélèvement, et (ii) la Société s'engage à émettre des Actions de la (des) Classe(s) concernée(s) à l'Investisseur concerné dans la mesure où l'Engagement de l'Investisseur est tiré et payé;

Frais de Souscription désigne en relation avec un Compartiment, une charge sur l'émission des Instruments de ce Compartiment, d'un montant fixé de temps à autre par le Conseil;

Prix de Souscription ou Prix d'Emission désigne le prix de souscription auquel une Action de Compartiment est offerte aux Investisseurs, tel que détaillé dans les Spécifications de Compartiment;

Clôture Suivante désigne tout jour tombant après la Clôture Initiale auquel le Conseil organise l'émission d'Instruments de Compartiment à des Investisseurs Autorisés nouvellement admis dans un Compartiment existant ou à des Actionnaires augmentant leur Engagement dans un Compartiment existant dans lequel ils ont déjà investi;

Paiement Ulérieur désigne tout paiement ultérieur au paiement du Prix de Souscription Initial par un Investisseur de la Société pour sa Souscription dans des Instruments de Compartiment, chaque fois que requis par le Conseil, jusqu'à concurrence du montant maximal de l'Engagement de l'Investisseur;

Investisseur Suivant désigne tout Investisseur admis comme Actionnaire de la Société après la Première Clôture, ainsi que tout Actionnaire existant augmentant le montant de son Engagement après la Première Clôture;

Capital Objectif désigne le montant objectif du Capital Social, ne prenant en compte aucune des Actions de Fondateur émises, et d'un montant de cinq cent million d'Euros (EUR 500,000,000);

Terme ou Durée désigne la durée de la Société, ou de l'un quelconque de ses Compartiments tel que désigné dans une Spécification de Compartiment particulière;

Documents de Transaction désigne, pour un Compartiment déterminé, les documents par lesquels la Société s'est engagée vis-à-vis de ce Compartiment;

Partie(s) Contractante(s) désigne, dans le cadre d'un Compartiment, toute partie qui détient des Instruments émis par ce Compartiment, ou un créancier dont les créances sont nées dans le cadre de la création, du fonctionnement ou de la liquidation de ce Compartiment ou qui ont été allouées à cet effet par le Conseil;

Avis de Transfert désigne un avis qui doit être envoyé par tout Actionnaire souhaitant transférer tout ou partie de ses Actions, en indiquant le nom, prénom, et adresse du cessionnaire proposé, ou la dénomination et le siège social s'il s'agit d'une entreprise, le nombre d'Actions à transférer, le prix et les autres conditions applicables au transfert;

Engagement non Tiré désigne le montant de l'Engagement d'un Actionnaire envers un Compartiment, qui reste disponible pour un Prélèvement à un moment précis;

Date d'Evaluation ou Jour d'Evaluation désigne tout jour auquel la valeur de la VNI de toute Action, Instrument de Dette, Classe, Compartiment ou Instrument ou VNI de la Société est calculée, soit au moins une fois par an, en général le 31 décembre, ou tout autre jour que le Conseil peut fixer lorsqu'il le souhaite, tel qu'énoncé dans les Spécifications de Compartiment concernées, et en conformité avec les PPM et les présents Statuts;

Valeur d'Instrument désigne, pour toute Classe (i) d'Actions de Compartiment ou (ii) d'Instruments de Dette dont le rendement est directement dérivé des Actifs pour lesquels de telles Actions de Compartiment ou de tels Instruments de Dette ont été émis, la valeur obtenue à une Date d'Evaluation en divisant la Valeur de Classe attribuable à cette Classe d'Instruments par le nombre d'Instruments alors en circulation;

TVA désigne la taxe à la valeur ajoutée;

Distribution en Cascade désigne un mécanisme de distribution dans un Compartiment de la Société fait en respectant un ordre de priorité entre les Classes d'Actions des Compartiments, tel que stipulé dans les Spécifications de Compartiment, et ce jusqu'à épuisement des sommes distribuables et liquidation de la Société;

Investisseur Averti désigne conformément à l'article 2 de la loi SICAR, toute personne qui est un Investisseur institutionnel, un Investisseur professionnel (tel que défini par la directive 2004/39/CE du Parlement Européen et du Conseil du 21 avril 2004 sur le marché des instruments financiers, telle que modifiée lorsque nécessaire) ou tout autre Investisseur qui (1) a confirmé par écrit qu'il adhère au statut d'investisseur averti et (2) investit un minimum de 125.000 euros dans la Société, ou (3) a été l'objet d'une évaluation faite par un établissement de crédit au sens de la directive 2006/48/CE, par une entreprise d'investissement au sens de la directive 2004/39/CE ou par une société de gestion au sens de la directive 2001/107/CE certifiant son expertise, son expérience et sa connaissance pour apprécier de manière adéquate un investissement en capital à risque. Pour l'application de ces Statuts, le terme Investisseur Averti comprend tous les Administrateurs et autres Personnes prenant part à la gestion de la Société. Le statut de Personne étant un Investisseur Averti sera vérifié par l'Agent de Registre et de Transfert.

Chapter XV . Dénomination - Siège social - Durée - Objet

Art. 1^{er} . Dénomination. Il existe par les présentes entre les détenteurs d'Actions de Fondateur et tous ceux qui deviendront propriétaires des Actions de la Société, une société sous la forme d'une "société anonyme (S.A.)" avec un capital variable, qualifiée de "société d'investissement en capital à risque" (SICAR), sous la dénomination de LUPERCALE S.A., SICAR (la "Société").

La Société est régie par la loi du 15 Juin 2004 relative à la "société d'investissement en capital à risque" ("Loi SICAR").

Art. 2. Siège social. Le Siège Social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Des succursales, filiales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration"). Le Siège Social pourra être transféré, par simple décision du Conseil d'Administration dans le même arrondissement,

Dans le cas où le Conseil d'Administration détermine que des événements extraordinaires politique, économique ou social sont intervenus ou sont imminents, qui interfèrent avec les activités normales de la Société à son Siège Social ou avec les moyens de communication entre le Siège et les personnes à l'étranger, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. Objet Social de la Société. L'objet de la Société est le placement de ses fonds en valeurs représentatives de capital à risque, au sens le plus large autorisé par l'Article 1 de la Loi SICAR et la circulaire 06/241 de la CSSF.

La Société peut également investir les fonds dont elle dispose en tout autre actif autorisé, et effectuer toute transaction autorisée par la Loi SICAR et compatible avec son objet.

En outre, la Société peut prendre toutes mesures et effectuer toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet dans toute la mesure permise par la Loi SICAR.

Art. 5. Détermination des objectifs et Politiques d'investissement. Le Conseil d'Administration détermine les objectifs et politiques d'investissement de la Société ainsi que la conduite de la gestion et des affaires de la Société à cet égard, comme indiqué dans le PPM, conformément aux lois et règlements applicables.

Art. 6. Organes Officiels de la Société. Les Organes Officiels de la Société (chacun étant désigné par un “Organe Officiel”) sont les suivants:

- (iii) Le Conseil, et
- (iv) Les Assemblées Générales (“Assemblée(s) Générale(s)”) des:
- (e) Actionnaires de la Société;
- (f) Actionnaires d'un Compartiment;
- (g) Actionnaires d'une Classe d'Instruments ou d'une Classe d'Actions d'un Compartiment;
- (h) Actionnaires d'Actions de Fondateurs.

Chapter XVI . Capital Social - Actions - Compartiments - Classes

Art. 7. Capital souscrit. La Société est constituée avec un Capital variable. Le Capital Social de la Société sera représenté par des Actions sans Par Value et sera à tout moment égal au total des actifs nets de la Société. Le Capital est représenté par des Actions partiellement ou entièrement libérées, et ne prenant pas en compte les Actions de Fondateur.

La Société est initialement constituée avec trente et un mille Euros (€ 31.000.-) divisé en trois cent dix (310) Actions de Fondateur (parts bénéficiaires, les “Actions de Fondateur”) sans Par Value.

Le montant total du Capital Social souscrit et incluant la prime d'émission d'Actions de la Société, qui doit être atteint dans les douze (12) mois après la date à laquelle la Société a été autorisée en tant que “société d'investissement en capital à risque (SICAR)” en vertu de la loi luxembourgeoise, est de un million d'Euros (EUR 1.000.000.-).

Les Actions ne peuvent être détenues ou acquises de quelque manière que cela soit par une Personne n'ayant pas la qualité d'Investisseur Averti, tel que défini dans l'Article 2 de la Loi SICAR.

Chaque Action émise d'un quelconque Compartiment et Classe peut, lors de son émission, n'être que partiellement libérée. Chaque Action doit être libérée d'au moins 5% par un paiement en espèces ou par un apport en un autre moyen qu'en numéraire ce afin de faciliter le Prélèvement successif des Souscriptions par le Conseil, lorsque des investissements judicieux sont identifiés. Les variations du Capital Social seront effectuées ipso jure et il n'y a pas de dispositions nécessitant la publication et le dépôt de ces variations auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Aucun ratio d'endettement net sur capitaux propres n'est applicable à la Société.

Aux fins de consolidation, la devise de base de la Société est l'Euro (la “Devise de Base”). Aux fins de déterminer le Capital Social de la Société, les actifs nets attribuables à chaque Compartiment seront, s'ils ne sont pas libellés en Euros (mais en Devise de Référence du Compartiment), convertis en Euro (la Devise de Base) et le Capital Social agrégera les actifs nets de tous les Compartiments.

Art. 8. Capital Objectif. La Société, indépendamment de ses Actions de Fondateur, a un Capital Objectif de cinq cent millions d'Euros (EUR 500.000.000.-) représenté par cinq millions (5.000.000) d'Actions de Compartiment de n'importe quel Compartiment ou Classe (le “Capital Objectif”). Le Capital Objectif sera représenté par un nombre correspondant de différentes Classes d'Actions de différents Compartiments, dont chacune doit avoir une valeur initiale de cent Euros (EUR 100,00), étant entendu que les Actions appartenant à la même Classe en circulation d'un même Compartiment, ont, à un moment donné, la même valeur et doivent aussi (autant que possible) être payées dans les mêmes proportions et jusqu'à concurrence d'un minimum de cinq pour cent (5%) de la Valeur initiale concernée.

Le Capital Social de la Société peut être augmenté par l'émission de nouvelles Actions de Compartiment pour chaque Compartiment créée par le Conseil et dûment autorisé par une Assemblée Générale des Actions de Fondateur pour une période qui ne dépassera pas cinq ans, laquelle période peut être étendue pour une nouvelle période de cinq. Le nombre initial d'Actions de Fondateur ne peut être augmenté par l'émission de nouvelles Actions de Fondateur au-delà de la souscription initiale de trois cent dix (310) Actions de Fondateur, à moins que cela n'ait lieu sur proposition du Conseil et ne soit décidé par une Résolution Qualifiée d'Actionnaires.

Art. 9. Actions. Le Capital Social de la Société sera composé de toutes les Actions de Compartiment. Le Conseil veillera à ce que tous les Actionnaires de la même Classe d'un Compartiment d'Actions soient traités de façon strictement identique, eu égard notamment, et de manière non-exhaustive, à la Valeur de leurs Actions, la mesure dans laquelle ces Actions sont libérées, les obligations (de paiement), les droits de vote et les droits de distribution qui leur sont rattachés, ainsi que le paiement des différents coûts et frais prévus par les contrats de Souscription et par le PPM de la Société. Toutefois, il doit être précisé que le principe de l'égalité de traitement n'est pas applicable entre les différentes Classes d'Actions d'un même ou de différents Compartiments.

Art. 10. Classes. Les Actions émises dans le cadre du Capital Social eu égard à un Compartiment peuvent, comme le Conseil le déterminera, être de la même Classe ou de deux ou plusieurs Classes différentes. Les droits spécifiques attachés à chaque Classe d'Actions seront déterminés au moment de l'émission par le Conseil (dans le cas d'une émission d'Actions se rapportant à un Compartiment) ou par l'Assemblée Générale des Actionnaires, respectivement.

Le Conseil ne peut créer des Classes supplémentaires que dans la mesure où cela est spécifiquement prévu dans les Spécifications de Compartiment.

Les différentes Classes émises ou destinées à être émises dans chaque Compartiment de la Société (le cas échéant) peuvent différer entre autre dans leur structure de frais, leur politique de distribution ou tout autre critère à déterminer par le Conseil et énoncé dans les Spécifications de Compartiment concernées du PPM.

Toutes les Actions de la même Classe dans un Compartiment particulier ont des droits égaux en matière de dividendes déclarés (le cas échéant), de revenu, de gains réalisés et non réalisés d'investissement, de produit de rachat et de boni de liquidation.

Art. 11. Actions de Fondateur. Les Actions de Fondateur ne confèrent aucun droit à leur porteur de participer aux Actifs, aux bénéfices ou aux excédents, générés par un quelconque Compartiment. Les Actions de Fondateur sont indépendantes du Capital Social.

Les Actions de Fondateur confèrent à leur porteur le droit de participer aux Assemblées Générales des Actionnaires de la Société et aux Assemblées Générales des Actionnaires des Actions Fondateurs et de voter à ces Assemblées. Les détenteurs d'Actions de Fondateur ont le droit de recevoir les bénéfices de la Société qui sont disponibles à la distribution et, lors de la dissolution et la liquidation de la Société, sont éligibles à recevoir tel part des surplus de liquidation que l'Assemblée Générale des Actionnaires, à sa seule discrétion, peut décider d'allouer aux porteurs d'Actions de Fondateur, si cela est le cas.

Art. 12. Actions de Compartiment. Sauf si cela est prévu dans les Spécifications de Compartiment concernées, les Actions de Compartiment confèrent à leur détenteur le droit de participer aux Actifs, aux bénéfices ou aux excédents générés par le (les) Compartiment(s) en relation avec lesquels ces Actions de Compartiment ont été émises, toujours sous réserve des conditions énoncées dans les Spécifications de Compartiment concernées.

Les droits et obligations rattachés aux différentes Classes d'Actions de Compartiment peuvent différer selon les conditions prévues par les Statuts, par les Lois ou les Spécifications de Compartiment concernées.

Les Actions de Compartiment emportent des droits de vote à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société, et aux Assemblées Générales des Actionnaires de leur Compartiment spécifique et de Classe, tel que précisé dans les Spécifications de Compartiment.

Chapter XVII . Administration

Art. 13. Gestion - Représentation. Le Conseil

La Société sera exclusivement gérée par son Conseil (Conseil d'administration). Aussi longtemps que la Société aura un unique associé, le Conseil pourra être composé d'un (1) seul membre (l' "Administrateur"). Dans le cas où la Société a plus d'un (1) Actionnaire, la Société sera administrée par un Conseil composé de trois membres au moins (en tout cas un nombre impair) qui ne doivent pas obligatoirement être Actionnaires.

Les Actionnaires ne doivent ni participer ni s'immiscer dans la gestion de la Société.

Election - remplacement et révocation - Catégories des Administrateurs

Dans le cas où le Conseil est composé de trois (ou plus) membres, les membres du Conseil seront divisés en deux Catégories différentes d'Administrateurs, nommés Administrateur(s) de Catégorie A et Administrateur(s) de Catégorie B, comprenant chacun au moins un Administrateur.

Les Administrateurs, membres du Conseil, sont élus par l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires de la Société pour une période n'excédant pas six ans, laquelle déterminera leur nombre, leur répartition entre les Catégories A et B (le cas échéant), et la durée de leur mandat. Ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Les Administrateurs sont rééligibles.

Les Administrateurs de Catégorie B (le cas échéant) peuvent être révoqués ou élus à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution adoptée par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société, à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés. En cas de vacance au sein du Conseil d'un Administrateur de catégorie B, pour cause de décès, de démission ou autre, les Administrateurs restants (le cas échéant) de cette catégorie B désigneront un candidat pour occuper le poste vacant. Ce candidat sera élu par cooptation pour combler cette vacance, en conformité avec les dispositions légales applicables, jusqu'à la convocation de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires, qui devra ratifier une telle cooptation ou élire un nouvel Administrateur du Conseil à la place.

Les Administrateurs de Catégorie A (le cas échéant) peuvent être révoqués au moyen d'une Résolution Qualifiée d'Actionnaires. En cas de vacance au sein du Conseil d'un Administrateur de Catégorie A, pour cause de décès, de démission ou autre, le Conseil invitera dans ce cas les détenteurs d'Actions de Fondateur à nommer un candidat pour remplir la fonction d'Administrateur de catégorie A, lequel candidat Administrateur de Catégorie A sera proposé pour nomination par l'Assemblée Générale des Actionnaires d'Actions de Fondateurs à l'Assemblée Générale des Actionnaires. Tout candidat au poste d'Administrateur de Catégorie A ainsi proposé par l'Assemblée Générale des Actionnaires d'Actions de Fondateur sera élu par prérogative de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Une résolution pour la liquidation de la Société doit être soumise à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société si les Administrateurs en remplacement de tous les membres du Conseil n'ont pas été nommés dans les six (6) mois à compter de (a) la date de vacance du poste d'Administrateur qui a réduit le nombre total d'Administrateurs ou le nombre d' Administrateurs dans une Catégorie eu égard à son minimum requis ou (b) la date de l'adoption d'une résolution de

révocation de tous les membres du Conseil. Une telle résolution doit être adoptée par voie d'une Résolution Qualifiée d'Actionnaires. Si l'Assemblée Générale approuve une telle résolution, la Société sera liquidée.

Pouvoirs du Conseil

Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation des objets de la Société et des Compartiments. Tous les pouvoirs non expressément réservés par les Statuts ou par les Lois à l'Assemblée Générale des Actionnaires ou à toute Assemblée Générale ou à l'Auditeur indépendant sont de la compétence du Conseil.

Le Conseil est responsable de la gestion de la Société, de chacun de ses Compartiments, ainsi que des Actifs au sein de chaque Compartiment. Le Conseil est chargé de la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que des fonctions d'administration et de commercialisation liées à la Société et à ses Compartiments. Le Conseil détient les pouvoirs légaux de décision et a le pouvoir exclusif en ce qui concerne les décisions qui ne sont pas spécifiquement déléguées ou attribuées à un autre prestataire de service et il supervise l'Agent Administratif, le (les) Gestionnaire(s) d'Investissement (le cas échéant) et/ou le(s) Conseiller(s) d'Investissement (le cas échéant), et tous autres prestataires de services dans l'exercice de leurs fonctions.

Le Conseil d'Administration sera en particulier chargé d'approuver les décisions concernant:

- (vi) la gestion des Avis de Prélèvement pour les investisseurs et les Prélèvements;
- (vii) les distributions et les rachats d'Actions;
- (viii) l'évaluation du Portefeuille d'Investissement;
- (ix) la gestion des conflits d'intérêts;
- (x) la revue des rapports financiers.

Le Conseil a le pouvoir de déterminer:

- (i) la Politique d'Investissement ou les stratégies à appliquer à l'égard de chaque Compartiment;
- (ii) la stratégie de couverture applicable aux Classes spécifiques d'Actions, au sein des Compartiments; et
- (iii) la conduite de la gestion et des affaires de la SICAR;

cela dans le cadre des pouvoirs d'investissement et des restrictions qui seront fixées par le Conseil dans le PPM, les Spécifications de Compartiment et dans le respect des lois et règlements applicables.

Le Conseil peut, sous sa pleine responsabilité, être assisté, tout en gérant la Société et/ou l'(s) actif(s) de(s) Compartiment(s), par un ou plusieurs Gestionnaire(s) d'Investissement et/ou Conseiller(s) d'Investissement ou, déléguer ses pouvoirs pour la gestion d'un Compartiment spécifique à un ou plusieurs agents.

Le Conseil peut mettre en place, Compartiment par Compartiment, un comité d'investissement et/ou un comité consultatif, qui doivent avoir les compétences prévues dans les Spécifications de Compartiment concernées.

Procédure

Le Conseil nommera parmi ses Administrateurs (de Catégorie A) son Président. Il peut également nommer un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être un membre du Conseil, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil (le "Secrétaire"). Dans le cas où le Conseil est composé d'un seul (1) Administrateur, les fonctions attribuées au Président en vertu du présent article sont attribuées à cet Administrateur.

Le Conseil se réunira sur la convocation du Président. Une réunion du Conseil doit être convoquée si deux de ses membres, dont au moins un Administrateur de Catégorie A, l'exigent. Le Président (ou son représentant) préside toutes les réunions du Conseil, mais en son absence, le Conseil peut désigner un autre Administrateur de Catégorie A, en tant que Président pro tempore par vote à la majorité des membres présents à cette assemblée.

Sauf en cas d'urgence ou avec le consentement préalable de toutes les personnes autorisées à participer, une notification émise au moins soixante douze (72) heures préalablement aux réunions du Conseil d'Administration doit être transmise par écrit par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Une telle notification doit préciser la date et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. La nécessité d'émettre une telle notification peut être levée par le consentement par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, de chaque membre du Conseil. Aucune convocation spéciale n'est requise pour les réunions tenues aux heures et lieux spécifiés dans un calendrier préalablement adopté par résolution du Conseil.

Chaque Conseil se réunit à Luxembourg. Tout membre du Conseil peut agir à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit un autre membre du Conseil comme son mandataire (ou son représentant).

Le quorum du Conseil est constitué par la présence ou la représentation d'une majorité des membres du bureau du Conseil siégeant dont au moins la présence ou la représentation d'un (1) Administrateur de Catégorie A. Les décisions lors de toute réunion du Conseil sont prises à la majorité des voix des membres du Conseil présents ou représentés à cette réunion, cela devant inclure au moins le vote affirmatif d'un (1) Administrateur de Catégorie A. En cas d'égalité, le Président a la voix prépondérante.

Les membres du Conseil (ou ses représentants) peuvent participer à une réunion du Conseil au moyen d'une vidéo-conférence ou par tout autre moyen de télécommunication similaire permettant aux personnes y participant de communiquer simultanément, ainsi que de s'identifier les uns vis-à-vis des autres. Une telle participation sera considérée

comme équivalente à une présence physique à la réunion du Conseil. Toute réunion du Conseil se tenant en utilisant de tels moyens de communication à distance est réputée avoir été tenue au Siège Social de la Société.

Une Résolution Circulaire signée par tous les membres du Conseil a le même effet qu'une résolution prise lors d'une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue. Une telle Résolution Circulaire peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu et peut être matérialisée par lettre, télex ou télécopie. Toute résolution adoptée par Résolution Circulaire sera réputée avoir été adoptée à Luxembourg.

Procès verbal du Conseil – correspondance courante

Si le Conseil est composé de plus d'un (1) Administrateur, toutes les résolutions adoptées par le Conseil d'Administration feront l'objet d'un procès-verbal de réunion. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil seront signés par le Président de la réunion et par un autre membre du Conseil (le cas échéant). Les procurations, les votes et les opinions exprimés par écrit, par câble ou par fax y resteront annexés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux qui peuvent être produits en justice ou en d'autres occasions seront signés par le Président et par le secrétaire (le cas échéant) ou par deux membres du Conseil comprenant au moins un (1) Administrateur de Catégorie A (le cas échéant).

La Correspondance courante de la Société et les documents requis pour l'administration quotidienne n'ayant aucune incidence sur les Actifs de la Société ou la Société elle-même peuvent être dûment signés par un seul Administrateur.

Signature de la Société - représentation

La Société (y compris, pour éviter tout doute, tout Compartiment) sera engagée envers les tierces parties par la signature conjointe d'un Administrateur de Catégorie A et un Administrateur de Catégorie B, ou la seule signature de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil, à condition que ce pouvoir de signature ait été délégué en incluant la signature d'un Administrateur de Catégorie A. Ces signataires n'auront pas à justifier à des tiers d'une décision préalable du Conseil. Dans le cas où le Conseil est composé d'un (1) seul membre, la Société sera représentée par la seule signature de ce membre.

Délégation de pouvoir

Le Conseil peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société (y compris le droit d'agir comme signataire autorisé pour la Société ou pour un Compartiment spécifique) ainsi que ses pouvoirs pour effectuer des actes en vue de mettre en oeuvre la politique d'entreprise et atteindre ses buts, auprès d'une ou plusieurs personnes physiques ou morales, qui ne doivent pas être nécessairement membres du Conseil d'Administration, qui auront les pouvoirs déterminés par le Conseil et qui pourront, si le Conseil les y autorise, sous-déléguer leurs pouvoirs. Le Conseil est autorisé à nommer ces délégués, sans autorisation préalable de l'Assemblée des Actionnaires.

Le Conseil peut également conférer à d'autres personnes des pouvoirs spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé. Le Conseil peut également déléguer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de son choix.

La délégation de la gestion journalière de la Société à certains membres du Conseil ou à d'autres personnes ou sociétés entraîne l'obligation pour le Conseil de faire un rapport chaque année à l'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires de la Société sur le salaire, les frais et autres avantages accordés au(x) délégué(s).

Rémunération des Administrateurs

La rémunération des membres du Conseil est décidée par l'Assemblée Générale Annuelle.

Responsabilités d'un Administrateur

Aucun membre du Conseil ne s'engage, en raison de ses fonctions, à aucune obligation personnelle relativement aux engagements pris au nom de la Société et des Compartiment(s). Chaque membre est uniquement responsable de l'exécution de ses fonctions.

Débours du Conseil

Les membres du Conseil seront remboursés de toutes les dépenses raisonnablement engagées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Indemnisation des membres du Conseil

La Société s'engage à indemniser le Conseil, chacun des membres du Conseil, y compris les employés et les ayants droit, exécutants testamentaires et administrateurs (chacun étant dénommé une "Personne Indemnisée") des dépenses raisonnablement encourues par eux en relation avec toute action, poursuite ou procédure à laquelle ils peuvent avoir pris part du fait d'être ou d'avoir été membre du Conseil, ou, à sa demande, une personne étant ou ayant été membre d'une autre entité dont la Société ou un Compartiment est un investisseur ou un créancier et dont ils ne sont pas en droit d'être indemnisés, excepté chaque cas où ils peuvent être finalement déclarés responsables d'une faute intentionnelle, de mauvaise foi ou de négligence grave. Dans le cas du règlement du litige, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les questions couvertes par un accord et pour lesquels la Société est informée par son avocat que l'acte concerné ou l'omission de la personne indemnisée ne comporte pas de faute intentionnelle, de mauvaise foi ou de négligence grave. L'indemnité ne sera versée que si cette Personne Indemnisée a agi conformément à l'exécution d'instructions en ce sens et dans les termes et conditions définies contractuellement en pleine force et en vigueur entre la Personne Indemnisée et la Société. Ce droit à indemnisation n'exclut pas les autres droits auxquels la Personne Indemnisée peut avoir droit.

Une Personne Indemnisée recherchant une telle indemnisation conformément à cette clause peut, sur la base d'une demande raisonnable, recevoir une avance de la Société, pour couvrir les frais (y compris les honoraires et frais juridiques) raisonnablement engagées par cette Personne Indemnisée en vue de sa défense dans toute procédure contre une telle Personne Indemnisée avant la décision définitive de celle-ci, ce à condition que cette Personne Indemnisée ait accepté par écrit de rembourser ce montant à la Société dans les 3 (trois) mois à compter de la date à laquelle il apparaîtrait finalement que cette Personne Indemnisée n'a pas à être indemnisé comme bénéficiaire des termes cette section.

Autres Gestionnaires d'Investissement, Conseillers d'Investissement et Gestionnaires d'Actifs

Les droits et devoirs de tout Gestionnaire d'Investissement, Conseiller d'Investissement ou Gestionnaire d'Actifs, le cas échéant, seront à chaque fois énoncés dans un Contrat devant être conclu avec le Conseil agissant au nom d'un Compartiment donné, conformément aux lois et règlements applicables et aux dispositions détaillées dans les Spécifications de Compartiment du PPM.

Chaque Compartiment prendra en charge tous les coûts et les dépenses engagés relativement à ces services.

Art. 14. Supervision - Auditeurs Auditeur agréé. Les affaires de la Société et sa situation financière, y compris en particulier ses livres et comptes et son rapport annuel, devront être examinés par l'(les) Auditeur(s) ("réviseur d'entreprises agréé") qui exercera(ont) les fonctions prescrites par la Loi SICAR.

Nomination et révocation de l'Auditeur

Le (les) Auditeur(s) sera (seront) nommé(s) par l'Assemblée Générale des Actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une (1) année fiscale et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution adoptée par l'Assemblée Générale des Actionnaires. Le (les) Auditeur(s) est (sont) rémunéré(s) par la Société.

Art. 15. Banque dépositaire. Dépositaire

Les Actifs de la Société et de ses Compartiments seront détenus ou, le cas échéant, supervisés par une banque dépositaire (le "Dépositaire"). Dans la mesure requise par la loi, la Société conclura un Contrat de Dépositaire avec une banque ou une institution de dépôts tels que définis par la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Nomination et révocation du Dépositaire

Si le Dépositaire désire se retirer du Contrat de Dépositaire, le Conseil fera tout son possible pour trouver une autre banque dépositaire à la place du Dépositaire démissionnaire, et le Conseil nommera cette banque comme Dépositaire des Actifs de la Société.

Le Conseil peut révoquer la nomination du Dépositaire mais ne pourra révoquer ce Dépositaire que lorsqu'un Dépositaire successeur aura été nommé pour agir à sa place.

Art. 16. Agent de Registre - Transfert. Agent de Registre et Transfert

Un Agent de Registre et de Transfert externe peut être chargé par le Conseil du traitement des Souscriptions d'Actions et du traitement des transferts ou des rachats d'Actions, chaque fois en conformité avec la loi, les Statuts, les Documents de la Société et les Spécifications de Compartiment, dans le cadre d'un Contrat d'Agent de Registre et de Transfert conclu entre la Société et l'Agent de Registre et de Transfert.

Nomination et révocation de l'Agent de Registre et de Transfert

Si l'Agent de Registre et de Transfert désire se retirer du Contrat d'Agent de Registre et de Transfert, le Conseil fera tous ses efforts pour trouver un autre Agent de Registre et de Transfert à la place de l'Agent démissionnaire, et le Conseil nommera un nouvel Agent de Registre et de Transfert.

Le Conseil peut révoquer la nomination de l'Agent de Registre et de Transfert, mais ne pourra le révoquer que lorsqu'un Agent de Registre et de Transfert successeur aura été nommé pour agir à sa place.

Chapter XVIII . Limitation à la propriété des Actions - Investisseurs

Art. 17. Pas d'offre publique. Toute distribution d'Actions ou d'autres valeurs mobilières de la Société en direction du public ou offre au public en vue de souscrire à des titres de la Société est strictement interdite.

Art. 18. Investisseurs Autorisés. Le Conseil et la Société ne peuvent accepter des demandes de souscription pour les Actions que de la part d'Investisseurs Avertis, qui satisfont aux conditions d'éligibilité telles que définies dans la Loi SICAR et qui ne sont pas des Personnes Non Autorisées telles que définies ci-après. La conformité d'une personne au statut d'Investisseur Averti sera vérifiée par le Conseil ou un agent à qui cette fonction a été déléguée par le Conseil.

Art. 19. Personnes Non Autorisées. Le Conseil peut restreindre ou empêcher la propriété des Actions de la Société et des Compartiments à toute personne, entreprise ou personne morale:

- (v) si, de l'avis du Conseil, une telle possession peut être préjudiciable à la Société ou à ses Actionnaires;
- (vi) si elle peut entraîner une violation de toute loi ou réglementation luxembourgeoise ou étrangère ou de toute exigence d'une agence gouvernementale, luxembourgeoise ou étrangère, ou;
- (vii) s'il en résulte que la Société pourrait être exposée à une fiscalité, une réglementation, des conséquences financières ou autres préjudices qu'elle n'aurait pas autrement encourus ou subis, ou;

(viii) pour toute autre raison pour laquelle le Conseil aura un pouvoir discrétionnaire absolu à cet égard.

(Cette personne, physique ou morale, telle que déterminée par le Conseil étant ci-après dénommé "Personne Non Autorisée").

A ces fins, la Société peut:

(i) refuser d'émettre des Actions et refuser l'enregistrement de tout transfert d'Actions, quand il apparaît que cet enregistrement ou ce transfert conduirait ou pourrait conduire une Personne Non Autorisée à devenir le propriétaire légal ou le propriétaire bénéficiaire effectif de ces Actions; et /ou,

(ii) à tout moment, demander à toute personne dont le nom est inscrit sur le Registre des Actionnaires, ou à toute personne cherchant à inscrire le transfert d'actions sur le Registre des Actionnaires, de lui fournir tous renseignements qu'elle jugera nécessaire, certifiés par une déclaration, aux fins de déterminer si la propriété effective de ces actions se trouve entre les mains d'une Personne Non Autorisée, ou si cet enregistrement se traduira par la propriété effective de ces Actions par une Personne Non Autorisée; et/ou,

(iii) refuser d'accepter le vote de toute Personne Non Autorisée à une Assemblée des Actionnaires de la Société, d'un Compartiment ou d'une Classe.

S'il apparaît au Conseil qu'une Personne Non Autorisée, seule ou conjointement avec une autre personne, est le propriétaire effectif d'Actions, le Conseil peut ordonner à l'Actionnaire de vendre ses Actions et de fournir à la Société la preuve de la vente dans les trente (30) jours de la notification. Si cet Actionnaire ne se conforme pas à l'instruction, la Société peut procéder ou faire procéder au rachat de l'ensemble des Actions détenues par cet Actionnaire de la manière suivante:

(i) La Société enverra un second préavis ("Notification de Rachat") à l'Actionnaire possédant les Actions ou apparaissant au Registre des Actionnaires comme le propriétaire des Actions à racheter, spécifiant les Actions à racheter, la manière dont le prix de rachat sera déterminé et le nom de l'Acheteur. Un tel avis peut être signifié à l'Actionnaire par la poste, par lettre recommandée adressée à cet Actionnaire à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite dans les livres de la Société. L'Actionnaire sera immédiatement obligé de remettre à la Société le ou les certificats représentant les Actions spécifiées dans la Notification de Rachat. Immédiatement après la fermeture des bureaux à la date indiquée dans la Notification de Rachat, cet Actionnaire cessera d'être le propriétaire des Actions spécifiées dans cette notification et, dans le cas d'Actions nominatives, son nom sera rayé du Registre des Actionnaires, et dans le cas d'Actions au Porteur, le ou les certificats représentant ces Actions seront annulés;

(ii) Le prix auquel chaque Action sera rachetée (le "Prix de Rachat") sera un montant basé sur la Valeur Nette d'Inventaire par Action du Compartiment/Classe soit à la dernière Date d'Evaluation précédant la date de la Notification de Rachat, soit à la prochaine Date d'Evaluation postérieure à la remise du ou des certificats représentant les Actions spécifiées dans cette notification, s'il est inférieur, déduction faite des commissions qui s'y rapportent;

(iii) Le paiement du Prix de Rachat sera mis à la disposition de l'ancien propriétaire de ces Actions normalement dans la monnaie fixée par le Conseil pour le paiement du Prix de Rachat des Actions de la Classe concernée et sera déposé pour paiement au propriétaire par la Société auprès d'une banque à Luxembourg ou ailleurs (comme spécifié dans la Notification de Rachat), après détermination finale du Prix de Rachat et après la remise du ou des certificats d'Actions spécifiés dans la notification et augmenté des coupons non échus (le cas échéant) qui y sont rattachés. Dès la signification de la Notification de Rachat, l'ancien propriétaire n'aura plus aucun intérêt dans aucune de ces Actions, ni aucune voie de recours contre la Société ou ses avoirs, sauf le droit de recevoir le Prix de Rachat (sans intérêts) auprès de la banque après remise effective des certificats d'Actions ou des certificats tel que susdit. Tous les fonds à recevoir par un Actionnaire en vertu du présent paragraphe, mais non réclamés dans un délai de six mois à compter de la date indiquée dans la Notification de Rachat, ne pourront plus être réclamés et seront déposés auprès de la "Caisse de Consignation". Le Conseil a le pouvoir, chaque fois que de besoin, de prendre toutes les mesures nécessaires pour opérer le rapatriement de ces fonds et autoriser une telle action au nom de la Société.

L'exercice par la Société des pouvoirs conférés par le présent article ne pourra être remis en question ni invalidé en aucun cas, au motif que la preuve de la propriété des Actions par la personne était insuffisante ou que la propriété réelle des Actions était autre que celle apparaissant à la Société à la date de la Notification de Rachat, sous réserve que les pouvoirs exercés par la Société le soient en toute bonne foi.

Les conditions énoncées dans le paragraphe ci-dessus ne sont pas applicables aux Administrateurs, à l'Initiateur, aux Conseillers en Investissement ni à toutes autres personnes qui interviennent dans la gestion de la Société.

Les Personnes Non Autorisées comprennent en outre les catégories de personnes des États-Unis d'Amérique ou d'entités qui ne remplissent pas les critères d'admissibilité de la Société, tel que décidé et énoncé dans les documents d'offre des Actions de la Société. Ces personnes ne comprennent ni les souscripteurs d'Actions de la Société émises dans le cadre de la constitution de la Société tant qu'un tel souscripteur détient de telles Actions, ni aucun courtier en valeurs mobilières qui acquiert des Actions en vue de leur distribution dans le cadre d'une émission d'Actions par la Société.

Chapter XIX . Emission et Souscription d'Actions - Instruments - Engagements

Art. 20. Emission d'Instruments. La Société peut émettre de nouveaux Instruments, conformément aux termes et conditions prévus dans les Statuts, le PPM et les Spécifications de Compartiment. La Société n'a pas obligation d'émettre

de nouvelles Actions sur la base de leur valeur liquidative. D'autres mécanismes de fixation des prix peuvent être utilisés selon les Spécifications de Compartiment.

Art. 21. Spécifications de Compartiment. Les questions spécifiques relatives à l'émission d'Actions de Compartiment sont mentionnées dans les Spécifications de Compartiment concernées.

Art. 22. Contribution au Capital en numéraire ou en nature. Le Conseil, à sa seule discrétion, peut autoriser la Société à émettre, dans chacun de ses Compartiments, des Actions en contrepartie d'une participation des Actionnaires en numéraire ou en nature (en tout ou en partie).

Sur décision du Conseil, la Société peut émettre des Actions de Compartiment en contrepartie d'un apport en nature de titres ou autres Actifs, qui peuvent être acquis par le Compartiment concerné conformément à son objectif d'investissement spécifique, la politique d'investissement, les pouvoirs et restrictions d'investissement, à condition que ces titres ou autres actifs soient conformes à la Loi SICAR et soient en conformité avec les conditions prévues par la loi luxembourgeoise. Un tel apport en nature sera évalué dans un rapport qui sera remis par un Auditeur indépendant en sa qualité de "réviseur d'entreprises agréé" et rédigé en conformité avec les exigences du droit luxembourgeois. Le coût en sera supporté par le Compartiment.

Art. 23. Emission d'Actions de Compartiment et autres Instruments. Le Conseil est autorisé à émettre des Actions de Compartiment (par acte notarié si nécessaire) sans la nécessité de tenir d'Assemblées Générales des Actionnaires. Cette autorisation est valable pour une période limitée de cinq (5) ans après la date de publication de l'acte de constitution de la Société dans le Journal officiel du Luxembourg (Mémorial C) et peut être renouvelée par une résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires adoptée par voie de Résolution Qualifiée d'Actionnaires.

Sauf disposition contraire prévue dans les Spécifications de Compartiment concernées, le Conseil est autorisé, sans limitation, à tout moment et pour toute période, à émettre un nombre illimité d'Actions totalement ou partiellement libérées de Compartiment de toute Classe à un prix d'émission et conformément aux conditions et procédures prévues dans les Statuts et les Spécifications de Compartiment concernées, en accordant ou en n'accordant pas aux Actionnaires existants un droit préférentiel de souscription des Actions à émettre.

Le Conseil est autorisé et habilité dans les limites ci-dessus et pour chaque Compartiment à:

(i) réaliser toute augmentation de Capital de la Société au sein d'une ou plusieurs Classes successives, en offrant préalablement, selon le cas, l'exercice de droits de souscription et/ou droits de conversion accordés par le Conseil selon les termes et conditions des warrants (qui peuvent être séparés ou rattachés aux Actions de Compartiment, obligations, billets ou Instruments similaires), des obligations convertibles, billets ou Instruments similaires émis de temps à autre par le Compartiment de la Société, par l'émission de nouvelles Actions de Compartiment, avec ou sans prime d'émission, contre le paiement en numéraire ou en nature, par conversion de créances sur le Compartiment ou de toute autre manière;

(ii) déterminer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les modalités et les conditions de la souscription et de libération de nouvelles Actions de Compartiment; et

(iii) supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des Actionnaires en cas d'émission d'Actions de Compartiment contre paiement en espèces.

Le Conseil peut imposer des restrictions sur la fréquence à laquelle les Actions de Compartiment sont émises. Le Conseil peut, en particulier, décider que les Actions de Compartiment seront uniquement émises pendant une ou plusieurs Clôtures, Périodes d'Offre ou selon telle fréquence, tel que prévu dans le PPM, et/ou que les Actions de Compartiment ne seront émises qu'en faveur d'Investisseurs Autorisés ayant conclu un Contrat de Souscription contenant, entre autres, un engagement irrévocable et un formulaire de souscription, pendant une certaine période, pour les Actions de Compartiment, ce pour un montant total ("Engagement") tel que déterminé dans le Contrat de Souscription.

Dans la mesure permise par les lois et règlements luxembourgeois, tout Contrat de Souscription peut contenir des dispositions spécifiques qui ne figurent pas dans d'autres Contrats de Souscription.

Le Conseil peut à tout moment, chaque fois que de besoin et à son entière discrétion, sans contrepartie et sans préavis, interrompre l'émission et la vente d'Actions de toute Classe dans un ou plusieurs Compartiments.

En outre, le Conseil peut, à son entière discrétion, accepter ou rejeter toute demande de Souscription pour des Actions de toute Classe et Compartiment. Le Conseil peut déléguer à toute personne dûment autorisée la responsabilité d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement des Actions représentant tout ou partie de l'émission de nouvelles Actions et Instruments de Compartiment.

Le Conseil ne doit pas émettre d'Actions de Compartiment d'une quelconque Classe s'il apparaît que cette émission conduirait ou pourrait conduire une Personne Non Autorisée à être le propriétaire direct ou le propriétaire effectif de ces Actions de Compartiments.

Sauf disposition particulière dans les Spécifications de Compartiment, chaque fois que la Société offre des Actions de la Société à la souscription, le prix par Action auquel ces Actions seront proposées sera le Prix de Souscription. Ce Prix de Souscription sera, à la discrétion du Conseil, soit le Prix de Souscription Initial par action, soit la valeur liquidative par Action de la Classe dans le Compartiment concerné, telle que déterminée conformément aux dispositions de l'article 37 et suivant ("Valorisations des Actifs ") des présents Statuts au Jour d'Evaluation, tel que déterminé conformément à la

politique que le Conseil a définie. Ce prix pourra être majoré d'un pourcentage estimé de coûts et dépenses encourus par la Société lorsqu'elle investit les produits de cette émission et des commissions de vente applicables, tel qu'approuvé par le Conseil (les "Frais de Souscription").

En plus du Capital émis, il peut être mis en place un compte de prime sur lequel toutes les primes payées sur une Action en plus de sa valeur initiale seront transférées. Le montant de la prime peut être utilisé pour effectuer le paiement des Actions de toute Classe que la Société peut racheter à ses Actionnaires, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux Actionnaires de toute Classe, sous la forme d'un dividende ou allouer des fonds à la réserve légale.

Les modes de paiement relatifs à ces souscriptions seront déterminés par le Conseil, précisés et plus amplement décrits dans le PPM et les Spécifications de Compartiment pertinentes pour les Actions de la Société.

Tout paiement peut, à la discrétion du Conseil, comporter une contribution au compte courant d'Actionnaire, dont l'usage particulier est sa conversion en Actions (Actions de Compartiment) dans un délai maximum d'un (1) an à compter de la date à laquelle cette contribution est créditée en nature ou sur le compte bancaire de la Société, et en tout cas à la Date de Clôture Finale au plus tard, sous la forme d'une augmentation de la partie libérée de la valeur initiale des Actions de Compartiment souscrites. La Société doit assurer le même traitement, dans le cadre du compte courant d'un Actionnaire, pour les Actionnaires qui ont souscrit au Capital du Compartiment à la même Date de Clôture.

Le Conseil peut déléguer à tout Administrateur, directeur, dirigeant ou autre mandataire dûment autorisé le pouvoir de prendre des dispositions pour l'émission, la répartition, le transfert, la conversion, le rachat d'Actions, d'accepter les souscriptions, de recevoir le paiement du prix des Actions nouvelles émises et de les délivrer.

La Société émettra des Actions de Compartiment au profit d'un Investisseur dans la mesure où son engagement est appelé et payé en espèces et/ou en nature. Les Actions de Compartiment ne seront allouées que sur acceptation d'un Contrat de Souscription dûment rempli et signé et contre paiement du Prix de Souscription Initial de toutes les Actions devant être attribuées. Le Prix de Souscription Initial doit être reçu par la Société avant l'émission des Actions. A la date d'émission d'Actions en faveur d'un Investisseur, cet Investisseur deviendra un Actionnaire de plein droit avec tous les droits et avantages rattachés aux Actions concernées. Le paiement sera effectué dans les conditions et dans les délais déterminés par le Conseil et décrits dans le PPM et les Spécifications de Compartiment.

Si des Actions souscrites ne sont pas payées, la Société peut racheter les Actions émises tout en conservant le droit de réclamer les frais et toutes commissions.

Les Actions de Compartiment peuvent être émises en une ou plusieurs Classes dans chaque Compartiment, chaque Classe ayant des caractéristiques différentes, portant droits et obligations différents, et/ou être offertes à différents types d'Investisseurs Informés tel que plus amplement décrit dans les Spécifications de Compartiment y relatives.

Selon chaque Compartiment et les Spécifications de Compartiment qui s'y rapportent, le Conseil est autorisé à émettre différentes Classes d'Actions de Compartiment y compris, mais sans s'y limiter: "Actions de Classe A", "Actions de Classe Y" et "Actions de Catégorie Z" qui chacune conféreront à leurs détenteurs des droits spécifiques de distributions, tel que décrit dans le PPM et Spécifications de Compartiment y afférent.

Dans chaque Compartiment, les droits rattachés aux nouvelles Actions de Compartiment seront strictement identiques aux droits rattachés aux Actions de Compartiment existantes de la même Classe.

Les paiements pour des Actions qui ne sont pas entièrement libérées au moment de la Souscription seront faits au moment et aux conditions que le Conseil déterminera, chaque fois que nécessaire, en conformité avec les Statuts et le PPM.

Les produits de l'émission des Actions de Compartiment relatives à chaque Compartiment seront investis pour le bénéfice exclusif du Compartiment concerné conformément à la politique d'investissement du Compartiment déterminée par le Conseil, tel que stipulé dans les Spécifications de Compartiment concernées.

Art. 24. Forme des Actions - Certificats. Au sein de tout Compartiment, le Conseil peut décider d'émettre des Actions sous la forme d'Actions Nominatives et au Porteur.

En ce qui concerne les Actions au Porteur, la Société émettra des certificats d'Actions au Porteur aux Actionnaires dans la forme et avec les indications prescrites par les lois. Si des certificats d'Actions au Porteur sont émis, ils le seront sous la forme de certificat individuel ou multiple ou d'un certificat global, tel que fixé par le Conseil, et devront faire apparaître, sur leur face avant qu'ils ne peuvent être transférés à une Personne Non Autorisée ou au profit d'une entité organisée par ou pour une Personne Non Autorisée. La définition d'une Personne Non Autorisée figurera sur la face arrière du Certificat d'Actions au Porteur. Les certificats d'Actions au Porteur peuvent être émis avec des coupons attachés et dans des dénominations telles que prescrites par le Conseil et les Spécifications de Compartiment.

Toutes les Actions Nominatives émises par la Société seront inscrites dans le Registre des Actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes physiques ou morales désignées à cet effet par la Société. Ce Registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'Actions Nominatives, sa résidence ou son domicile, tel qu'indiqué à la Société, et le nombre d'Actions Nominatives détenues par lui. L'inscription du nom de l'Actionnaire dans le Registre des Actionnaires prouve son droit de propriété sur ses Actions Nominatives. Le Conseil décidera si un certificat constatant cette inscription sera délivré à l'Actionnaire ou si l'Actionnaire recevra une confirmation écrite de son actionnariat.

Si des Actions au Porteur sont émises, des Actions Nominatives peuvent être échangées contre des Actions au Porteur et des Actions au Porteur peuvent être échangées contre des Actions Nominatives à la demande du détenteur de ces Actions. Les détenteurs d'Actions au Porteur peuvent à tout moment demander la conversion de leurs actions en Actions Nominatives. Les détenteurs d'Actions Nominatives (Action de fondateur ou Action de Compartiment) peuvent demander la conversion de leurs Actions en actions au Porteur si cela est autorisé par le Conseil et par les Spécifications de Compartiment le cas échéant.

L'échange d'Actions Nominatives en Actions au Porteur sera effectué par annulation des certificats d'Actions Nominatives, le cas échéant, vérification que le cessionnaire n'est pas une Personne Non Autorisée et par émission d'un ou plusieurs certificats d'Actions au Porteur en lieu et place, une mention devant être faite dans le registre des Actionnaires constatant cette annulation.

Un échange d'Actions au Porteur en Actions Nominatives sera effectué par annulation des certificats d'Actions au Porteur, et, le cas échéant, par la délivrance d'un certificat d'Actions Nominatives en leur lieu et place, et une mention sera faite dans le Registre des Actionnaires constatant cette émission. Au gré du Conseil, les coûts de cet échange peuvent être facturés à l'Actionnaire qui a demandé l'échange.

Avant l'émission d'Actions au Porteur et avant que des Actions Nominatives ne soient converties en Actions au Porteur, la Société peut exiger des garanties qui soient satisfaisantes pour le Conseil afin de s'assurer qu'une telle émission ou échange n'ait pas pour conséquence qu'une Personne Non Autorisée détienne de telles Actions.

Les certificats d'Actions au Porteur doivent être signés par deux Administrateurs. Ces signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit en fac-similé. Ces certificats resteront valables même si la liste des signatures autorisées de la Société est modifiée. Cependant, une des signatures pourra être apposée par une personne dûment autorisée à cet effet par le Conseil, auquel cas elle devra être manuscrite. La Société pourra émettre des certificats provisoires dans les formes déterminées par le Conseil.

Le Conseil veillera à ce que les Actions de Fondateur ou les Actions de Compartiment de toute Classe puissent être distinguées des autres Actions de la Société. Toutes les Actions Nominatives ou au Porteur seront numérotées. Les certificats d'Actions au Porteur seront marqués et numérotés afin de distinguer différents lots d'Actions au Porteur. Une annexe au Registre des Actionnaires conservera une trace de tout certificat d'Actions au Porteur émis, de ses lots et du nombre d'Actions au Porteur qui s'y rattachent.

Tout Actionnaire ayant droit de recevoir des Actions nominatives devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et informations pourront lui être envoyées. Cette adresse sera également inscrite dans le Registre des Actionnaires. Dans le cas où un Actionnaire ne fournit pas une adresse, la Société peut permettre qu'une mention à cet effet soit inscrite dans le Registre des Actionnaires et l'adresse de l'Actionnaire sera censée être au Siège Social de la Société, ou à tout autre adresse qui pourra être attribuée par la Société, jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée à la Société par l'Actionnaire. Un Actionnaire peut, à tout moment, changer son adresse telle qu'inscrite dans le Registre des Actionnaires par voie de notification écrite à la Société à son Siège Social ou à telle autre adresse qui pourra être fixée par la Société. Le Conseil peut décider que l'adresse d'un Actionnaire d'Actions au Porteur soit réputée être au Siège Social de la Société.

En cas d'Actions au Porteur, la Société peut considérer le porteur, et dans le cas d'Actions Nominatives, la Société considérera la personne au nom de laquelle les Actions sont inscrites dans le Registre, comme étant le propriétaire des Actions.

Envers la Société, les Actions sont indivisibles. La Société ne reconnaît qu'un seul Actionnaire par Action. Si une ou plusieurs Actions sont détenues conjointement ou si la propriété de ces Actions(s) est contestée, les personnes invoquant un droit sur ces Actions(s) devront désigner un (1) mandataire unique pour représenter cette/ces Action(s) envers la Société. Le manquement à une telle désignation peut impliquer une suspension de tous les droits rattachés à cette(ces) Action(s).

La Société peut décider d'émettre des fractions d'Actions. Ces fractions d'Actions n'auront pas de droit de vote mais donneront droit à participer à des actifs nets distribuables de la Classe d'Actions sur une base pro rata. Dans le cas d'Actions au Porteur, uniquement des certificats attestant d'Actions entières seront émis. Si le paiement effectué par un Souscripteur aboutit à une fraction d'Actions, la personne ayant droit à cette fraction n'aura pas de droit de vote mais, dans la mesure où la Société le déterminera par le calcul de ces fractions, aura droit à des dividendes ou d'autres distributions sur une base pro rata.

Art. 25. Certificats perdus ou Endommagés. Si un Actionnaire peut prouver à la satisfaction de la Société que son certificat d'Actions a été égaré ou détruit, alors, à sa demande, un duplicata pourra être émis aux conditions et garanties que la Société peut déterminer. Dès la délivrance du nouveau certificat, sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat original à la place duquel le nouveau a été émis deviendra nul.

Les certificats endommagés peuvent être échangés contre de nouveaux sur ordre de la Société. Les certificats endommagés seront remis à la Société et immédiatement annulés.

La Société peut, à son choix, mettre à la charge des Actionnaires les frais de copies et toutes les dépenses raisonnables encourues par la Société dans le cadre de l'émission et de l'enregistrement des duplicatas, ou en relation avec l'annulation de l'ancien certificat.

Art. 26. Appel de Capital - Collecte de Fonds. Les appels de capital de la Société peuvent être organisés par des Prélèvements sur les Engagements en tout ou partie, en échange d'Actions entièrement payées.

La Collecte de Fonds d'un Compartiment de la Société (la "Collecte de Fonds") sera effectuée par voie de placement privé, ce qui signifie que les Instruments du Compartiment seront offerts à la Souscription à un nombre limité d'Investisseurs Autorisés plutôt que par une offre publique.

Le Conseil prévoit que le processus d'investissement dans les Compartiments sera long; par conséquent, il sera probablement nécessaire d'encaisser les montants des Souscriptions progressivement et/ou à un stade ultérieur. Ainsi, pour la Collecte des Fonds d'un Compartiment, le Conseil sollicitera généralement des Engagements financiers auprès des Investisseurs plutôt que leur demander le paiement immédiat de leur Souscription dans son intégralité.

En général, pour chaque Compartiment, au cours d'une Période de Placement Initial de titres, il sera proposé aux Investisseurs Autorisés de souscrire à des Instruments du Compartiment, tel que déterminé par Le Conseil. Le dernier jour de cette période est la date de clôture initiale (la "Date de Clôture Initiale").

Après la Clôture Initiale d'un Compartiment, il pourra y avoir des périodes supplémentaires au cours desquelles il sera proposé aux Investisseurs Autorisés de souscrire à des Instruments du Compartiment, tel que déterminé par le Conseil (les "Clôtures Suivantes").

Le Conseil offre propose des Actions de Compartiment aux Investisseurs sur la base des informations contenues dans les Spécifications de Compartiment du PPM (mise à jour).

Au cours de la Période d'Investissement, c'est-à-dire la période pendant laquelle le Compartiment investira dans des nouvelles sociétés du Portefeuille, le Conseil émettra généralement des Avis de Prélèvement pour le compte du Compartiment à l'attention de chaque Investisseur ayant un Engagement dans le Compartiment, requérant que le paiement du montant qui y est spécifié, soit contribué au profit du Compartiment. Les montants des Prélèvements peuvent en certaines occasions être compensés par les produits de distribution, si une sortie a lieu concomitamment.

Le Conseil déterminera, à son entière discrétion, si et dans quelle mesure doivent avoir lieu des Clôtures Suivantes. Aucune Clôture suivante ne se tiendra si la Valeur Nette d'un Compartiment passe à ou en dessous de zéro (0).

Lorsque le Conseil annonce une Clôture Finale, le Compartiment n'est plus ouvert à de nouveaux Investisseurs.

Art. 27. Souscription - Engagement de souscrire des Actions. Chaque Investisseur potentiel dans un Compartiment doit signer un Contrat de Souscription, contenant, entre autres, l'engagement de l'Investisseur potentiel de souscrire à des Actions selon le cas, et de les payer par une certaine contribution en espèces ou, à la discrétion du Conseil, en nature, et qui après acceptation, sera signé par la Société.

Le Conseil peut déléguer à toute entité légale dûment autorisée les fonctions d'accepter les Souscriptions et recevoir le paiement pour les Actions représentant une partie ou la totalité de l'émission de nouvelles Actions et d'Instruments de Compartiment.

Le Conseil peut imposer des conditions à l'émission d'Actions (y compris, sans s'y limiter, à l'exécution du Contrat de Souscription et à la fourniture d'informations que le Conseil peut juger nécessaires) et peut fixer un montant minimal de Souscription et/ou d'Engagement.

Le Conseil peut également augmenter le Prix de Souscription Initial de tous les frais et charges, tel que déterminé par le Conseil à sa discrétion et tel que détaillé dans le PPM et les Spécifications de Compartiment. Toutes les conditions auxquelles l'émission des Actions peut être soumise sont détaillées dans le PPM et les Spécifications de Compartiment.

En signant un Contrat de Souscription, chaque Investisseur adhère pleinement et accepte les Documents de la Société, et tous les documents qui y sont incorporés par référence, le PPM, et les Spécifications de Compartiment qui déterminent les relations contractuelles entre les Investisseurs, les Compartiments, la Société, le Conseil et tous autres agents de la Société, ainsi qu'entre les Investisseurs et les Actionnaires eux-mêmes.

En souscrivant à un Compartiment de la Société, chaque Actionnaire s'engage irrévocablement à effectuer des paiements ultérieurs, à la demande du Conseil, dans la limite de son Engagement. La Souscription de chaque Actionnaire à un Compartiment consiste en un Premier Prélèvement, égal au moins à cinq pour cent (5%) de son Engagement, tel que prévu par les Spécifications de Compartiment, et en des Prélèvements ultérieurs appelés en conformité avec les exigences du Compartiment.

À la Première Clôture, les Actions de Compartiment seront émises à un Prix de Souscription égal au Prix de Souscription Initial par Action (tel que défini et déterminé dans les Spécifications de Compartiment et le PPM).

À la deuxième Clôture ou aux Clôtures Suivantes (tel que défini et déterminé dans les Spécifications de Compartiment du PPM), les Actions de Compartiment seront émises à un Prix de Souscription égal au Prix de Souscription Initial par Action ou, si le Conseil estime que la Valeur Nette d'Inventaire du Compartiment a augmenté ou diminué de façon importante depuis la Clôture Initiale, le Conseil peut modifier le Prix de Souscription des Actions de Compartiment offertes à la deuxième Clôture ou à toute Clôture Suivante, à un prix basé sur la Valeur Nette d'Inventaire des Actions de Compartiment à la deuxième Clôture ou tout autre prix, y compris, pour éviter tout doute, tous les coûts et frais liés à l'organisation de la deuxième Clôture ou des Clôtures Suivantes.

Les nouveaux Investisseurs qui ont souscrit des Actions de Compartiment à la deuxième Clôture ou aux Clôtures Suivantes seront considérés comme ayant été admis dans le Compartiment dès la Clôture Initiale et seront tenus de

payer à la deuxième Clôture ou aux Clôtures Suivantes le même pourcentage de leur Engagement comme cela a été tiré auprès des Investisseurs existants.

A la Clôture Initiale et/ou aux Clôtures Suivantes, l'Investisseur s'engage à souscrire des Actions de Compartiment. Par son Contrat de Souscription, l'Investisseur s'engage à souscrire un nombre d'Actions de Compartiment résultant du Prix de Souscription et de son Engagement.

Les Actions peuvent, à la discrétion du Conseil, être émises en échange d'un apport à la Société de valeurs mobilières ou d'autres contributions en nature d'actifs autorisés, sous réserve de respecter les Politiques d'Investissement et les restrictions prévues dans les Spécifications de Compartiment concernées et en conformité avec les Lois.

En devenant un Actionnaire de Compartiment, chaque Investisseur s'engage irrévocablement à effectuer des paiements conformément aux Avis de Prélèvement émis par le Conseil jusqu'à l'épuisement de son Engagement non tiré. Ces paiements se composent d'un Paiement Initial, qui peut intervenir au moment de la Souscription de l'Investisseur pour de nouvelles Actions de Compartiment de la Société ou à tout autre moment à la discrétion du Conseil, puis de Paiements Ultérieurs effectués selon les besoins du Compartiment, qui sont également déterminés à la discrétion du Conseil.

Les paiements sont effectués en nature et/ou partiellement ou intégralement en numéraire par transfert de fonds sur le compte de la Société dans les livres du Dépositaire à leurs Dates de Paiement au plus tard, à savoir aux dates d'échéance de paiement indiquées par le Conseil dans les Avis de Prélèvement.

Les Engagements en tout ou partiellement des Investisseurs seront payables au Compartiment de la Société lorsque l'Investisseur reçoit un Avis de Prélèvement du Conseil. Les processus de Clôture, d'Engagement et de Prélèvement, le cas échéant, seront définis dans les Spécifications de Compartiment concernées. Le Conseil peut déléguer l'exercice de tout ou partie de ces processus à l'Agent Administratif.

Art. 28. Prélèvements. Le Conseil disposera des pouvoirs les plus larges possible pour organiser et administrer les Avis de Prélèvement et leurs paiements, tout en:

(iv) garantissant un équilibre entre les Actionnaires au sein du même Compartiment et Classe, lequel équilibre doit être déterminé en fonction de leur Engagement, et en terme d'égalité quand à la proportion selon laquelle leurs Actions ont été payées;

(v) veillant à ce qu'un minimum de cinq pour cent (5%) du Capital Social soit libéré, et;

(vi) veillant à ce que le Conseil ne demande à aucun Actionnaire de procéder à un paiement qui dépasse son Engagement Non Tiré.

Le Conseil peut appeler et tirer les Engagements Non Tirés pour un Compartiment de la part d'Actionnaires, au prorata des Engagements d'Actionnaires et de leur Engagement respectif, cela à tout moment selon les besoins, sur la base des besoins en capitaux du Compartiment, sous forme de versements partiels que le Conseil considère à sa seule discrétion nécessaires au Compartiment pour faire des investissements, pour payer les frais de prestataires de services, les frais d'administration et de financement, et pour payer les autres dépenses ou frais de la Société et du Compartiment.

Chaque Avis de Prélèvement prévoira un délai d'au moins dix (10) Jours Ouvrés suivant l'Avis de Prélèvement délivré par écrit pour le paiement par l'Actionnaire réceptionnaire et sera d'un montant ne dépassant pas son Engagement non utilisé. Chaque Avis de Prélèvement fixera la Contribution en Capital requise, la date à laquelle cet appel sera payable, le compte bancaire sur lequel le paiement sera fait et les autres termes et conditions, tel, et sous réserve des exigences de confidentialité, le résumé des éléments d'un projet d'investissement proposé.

Les Engagements qui n'auront pas été tirés comme indiqué dans le paragraphe ci-dessus ne seront plus tirés après la fin de la Période d'Investissement, étant entendu que les Engagements non utilisés pourront être tirés après la fin de la Période d'Investissement:

(i) pour régler les obligations et charges d'exploitation en cours du Compartiment et de la Société;

(ii) pour réaliser des investissements dans le prolongement de ceux dans lesquels le Compartiment a déjà investi, à condition que ces prélèvements soient limités à cinquante (50) pour cent du total des Engagements;

(iii) pour compléter les Investissements avec lesquels la Société ou le Compartiment a, avant la fin de la Période d'Investissement, conclu une lettre d'intention, un accord de principe ou un accord définitif pour investir et;

(iv) pour rembourser la dette de la Société attribuable à l'exploitation de la Société ou du Compartiment et qui était en cours à la fin de la Période d'Investissement.

Art. 29. Retour de distribution. Le Conseil peut rappeler, et les Actionnaires d'un Compartiment ont l'obligation de mettre à disposition, les Contributions en Capital restituées dans la mesure où le Compartiment de la Société est tenu par une décision définitive d'une cour de justice ou de tout autre instance d'arbitrage à payer une somme eu égard à l'un des investissements de la Société, par exemple sous la forme de dommages-intérêts ou frais, à condition toutefois qu'en aucune circonstance, les Actionnaires ne soient dans l'obligation de rembourser à la Société un montant excédant les sommes reçues de la Société pour l'investissement concerné qui a déclenché le rappel de Contribution en Capital objet de cette section.

Art. 30. Actionnaire défaillant. Les Actionnaires Défaillants, tels que définis dans les Spécifications de Compartiment concernées, pourront supporter les conséquences de cette défaillance tel que stipulé, pour chaque Compartiment, dans les Spécifications de Compartiment concernées.

Si un Investisseur ou un Actionnaire d'un Compartiment (un "Actionnaire Défaillant") manque à son obligation:

(iii) de créditer un Compartiment de la Société du montant qui fait l'objet d'un Avis de Prélèvement au plus tard à la date d'expiration de cet Avis de Prélèvement et;

(iv) de remédier à ce défaut, et de payer en sus, à la Société, des intérêts sur le montant restant dû pour la période allant de la date d'expiration de l'Avis de Prélèvement à la date de paiement, au taux de trente (30) pour cent par an, dans les quarante-cinq (45) Jours Ouvrés suivant la date d'expiration de l'Avis de Prélèvement;

alors, le Conseil, sous réserve de tout autre droit qu'il ou que la Société puisse avoir, y compris entre autres, celui d'engager une action pour faire exécuter le paiement de la somme due en vertu de l'Avis de Prélèvement, a l'alternative (mais pas l'obligation) d'acquérir tout ou partie des Actions de l'Actionnaire Défaillant dans la Société à un prix égal au Capital apporté par l'Investisseur Défaillant soustraction faite des distributions versées à cet Investisseur Défaillant. Le Paiement à l'Actionnaire Défaillant en vertu de cette alternative sera effectué par un billet à ordre ne portant pas intérêt, garanti par les titres acquis, et dont la maturité sera de six mois après la fermeture du Compartiment.

Art. 31. Nominees et Entités Feeder. Un Investisseur peut souscrire à des Actions de Compartiment:

(i) directement et être inscrit comme Actionnaire dans le Registre, ou être détenteur d'Actions au Porteur;

(ii) au travers d'une ou de plusieurs entités distinctes dans lesquelles l'Investisseur a investi directement ou indirectement;

(iii) au travers d'un Nominee ou d'une Entité Feeder.

Les Entités Feeder et les Nominees, le cas échéant, seront les Actionnaires et en tant que tels auront tous les droits et obligations rattachés aux Actions, tels qu'ils sont énoncés dans les Documents de la Société et dans toutes lois et tous règlements applicables. Les Entités Feeder et les Nominees agiront envers les Actionnaires Bénéficiaire en conformité avec les règles légales, réglementaires et/ou contractuelles régissant les relations entre eux et les Actionnaires Bénéficiaires. Les Entités Feeder et les Nominees s'assureront que les Actionnaires Bénéficiaire reçoivent chaque fois les informations qu'ils sont en droit de recevoir comme actionnaires indirectes de la Société.

Les Actionnaires Bénéficiaires ne disposent d'aucun droit et/ou obligation envers la Société, étant entendu que, si l'Entité Feeder ou le Nominee est devenu un Actionnaire Défaillant en raison du défaut d'un ou de plusieurs des Actionnaires Bénéficiaires, le Conseil, sauf disposition contraire prévues dans les Spécifications de Compartiment concernées, ne peut appliquer à l'Entité Feeder ou au Nominee les règles relatives à l'Actionnaire Défaillant qu'à hauteur de la participation de l'Actionnaire Bénéficiaire défaillant dans l'Entité Feeder ou le Nominee.

Art. 32. Fonds parallèles. Le Conseil peut, de manière discrétionnaire, offrir à des investisseurs stratégiques, à des prêteurs et/ou à un ou plusieurs Actionnaires, la possibilité de co-investir avec la Société et ses Compartiments dans un ou plusieurs Investissements.

Chapter XX . Transfert - Rachat - Conversion d'Actions

Art. 33. Transfert d'Actions. Les restrictions de transfert énoncées dans le présent article ne s'appliquent pas au transfert des Actions de Fondateur, qui sont librement cessibles à un Affilié de l'Initiateur, à condition que les cessionnaires qui deviendront Actionnaires Fondateurs adoptent tous les droits et obligations qui s'appliquent à l'Initiateur en sa qualité de détenteur d'Actions de Fondateur.

Les Actions de Compartiment ne sont transférables (si cela est autorisé) qu'aux cessionnaires qui sont des Investisseurs Avertis.

Tout transfert d'Actions Nominatives est soumis à l'approbation préalable du Conseil qui est responsable en ce sens du respect de toutes les lois et règlements applicables.

Sauf stipulation contraire dans les Spécifications de Compartiment ou le PPM, aucun Actionnaire de Compartiment ne pourra vendre, céder ou transférer ses Actions de Compartiment à un cessionnaire sans le consentement préalable écrit du Conseil. Le consentement du Conseil peut être raisonnablement refusé pour une raison quelconque, y compris celles mentionnées ci-dessous:

(v) si le Conseil estime que le transfert aboutirait ou pourrait aboutir à un préjudice envers la SICAR, un Compartiment ou l'Initiateur (ou un de ses Affiliés) en leur faisant subir une quelconque charge ou imposition dont ils ne feraient pas l'objet sinon;

(vi) si le Conseil considère qu'il puisse résulter de ce transfert d'Actions de Compartiment une violation des lois et règlements luxembourgeois, y compris, sans limitation, des Lois;

(vii) si le Conseil estime que le transfert pourrait violer toute autre loi ou réglementation applicable ou toute modalité ou disposition relative aux Statuts de la Société, au PPM, à une Spécification de Compartiment;

(viii) ou si le Conseil estime que le cessionnaire proposé risque de ne pas être capable de respecter ses obligations.

Un transfert d'Actions Nominatives, approuvé par le Conseil, sera effectué (i) dans le cas où des certificats nominatifs d'Actions ont été émis: par la remise du ou des certificats représentant ces Actions Nominatives de la Société ainsi que d'autres documents de transfert jugés nécessaires par la Société et (ii) dans le cas où aucun certificat d'Actions Nominatives n'a été émis: par une déclaration écrite de transfert à inscrire dans le Registre des Actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à

cet effet. Tout transfert d'Actions Nominatives doit être inscrit dans le Registre des Actionnaires, pareille inscription devant être signée par un ou plusieurs Administrateurs ou dirigeants de la Société ou par une ou plusieurs autres personnes dûment autorisées à cet effet par le Conseil.

Un transfert d'Actions Nominatives ne sera valide que lors de l'inscription du nom du cessionnaire dans le Registre.

Le cédant qui souhaite transférer des Actions au Porteur est responsable envers la Société, de vérifier que le cessionnaire respecte les conditions de qualification d'Investisseur Averti et de s'assurer que toutes les lois et règlements applicables ainsi que les Spécifications de Compartiment sont respectés, et doit se plier à tout autres restrictions qui peuvent être énoncées dans les Spécifications du Compartiment concernées.

Si des Actions au Porteur sont transférées, le transfert autorisé d'Actions au Porteur sera effectué par la remise des certificats correspondants d'Actions au Porteur et, le cas échéant, dans les conditions prévues dans le document de vente. Tout transfert d'Actions au Porteur ne peut avoir lieu qu'après notification préalable au Conseil. La Société peut exiger des garanties satisfaisantes pour le Conseil afin que les Actions transférées ne puissent être détenues par une Personne Non Autorisée à l'issue du transfert.

Tout transfert d'Actions au Porteur notifié au Conseil, sera également notifié immédiatement par le Conseil à la Banque Dépositaire et à l'Agent de Transfert et de Registre, si cela est requis par le Dépositaire en vertu du Contrat de Dépositaire. Les certificats d'Actions au Porteur à transférer seront présentés par le cédant au Conseil pour approbation, selon une procédure identique à celle prévue pour la délivrance des certificats d'Actions au Porteur.

Tout transfert d'Actions au Porteur notifié au Conseil, sera notifié immédiatement par le Conseil au Dépositaire et à l'Agent de Transfert et de Registre, si cela est requis par le Dépositaire en vertu du Contrat de Dépositaire. Les certificats d'Actions au Porteur à transférer seront présentés par le cédant au Conseil pour approbation, selon une procédure identique à celle prévue pour la délivrance des certificats d'Actions au Porteur.

Le cédant reste conjointement et solidairement responsable avec le cessionnaire de toutes les obligations restantes à ce moment, concernant la situation du cédant en tant que détenteur des Actions relative à la période antérieure au transfert au cessionnaire (y compris, sans s'y limiter, l'obligation de payer le solde éventuel de son Engagement en conformité avec les Prélèvements effectués auparavant par le Conseil).

Art. 34. Remboursement et Rachat d'Actions. La Société est une société d'investissement de type fermé, ce qui signifie qu'elle n'est pas tenue de racheter ses Actions à la demande unilatérale de ses Actionnaires, mais seulement lorsque le Conseil estime que le rachat est dans le meilleur intérêt de la Société et/ou du Compartiment, sous réserve de la disponibilité de suffisamment de liquidités pour répondre aux demandes de rachat et conformément à la Loi SICAR.

Sauf disposition contraire prévue dans les Spécifications de Compartiment concernées, toutes les Actions d'un Compartiment sont émises en tant qu'Actions non rachetables. Alors que les Actions peuvent être rachetées à la demande du Conseil, les Actionnaires ne peuvent demander que les Actions de Compartiment ne soient rachetées que dans la mesure permise dans les limites autorisées par le Compartiment et conformément aux Spécifications de Compartiment concernées.

Les Actions de Compartiment peuvent être rachetées de manière obligatoire lorsque le Conseil estime que cela est dans l'intérêt de la Société ou du Compartiment concerné, sous réserve des modalités et conditions que le Conseil déterminera et dans les limites prévues par la loi, le PPM, les Spécifications de Compartiment concernées et les présents Statuts. Le Conseil peut, sous réserve de signification par Avis de Rachat, racheter les Actions de Compartiment de tout Actionnaire d'un Compartiment et l'Actionnaire sera obligé de vendre ses Actions à la Société à un prix déterminé en conformité avec les Spécifications de Compartiment concernées. Le Conseil peut en outre forcer le transfert ou le rachat des Actions de tout Actionnaire, si l'Actionnaire cesse d'être considéré comme un Investisseur Averti.

En particulier, sous réserve des termes et conditions du PPM et des Spécifications de Compartiment concernées, les Actions de Compartiment de toute Classe d'un Compartiment peuvent être rachetées au gré du Conseil, sur une base pro rata entre les Actionnaires existants de la même Classe, afin de distribuer aux Actionnaires tous bénéfices, ainsi que lors de la cession d'un actif d'investissement par le Compartiment afin de distribuer le produit net de cet investissement, nonobstant toute autre distribution à des Classes. Le prix de rachat d'une Action de toute Classe d'un Compartiment est en règle générale la Valeur Liquidative par Action de la Classe concernée du Compartiment à la Date d'Evaluation déterminée par le Conseil à sa discrétion, moins un montant, le cas échéant, égal à tous droits et frais qui peuvent être encourus dans le cadre de la cession des investissements du Compartiment concerné à la date de rachat, afin de faire un tel rachat. Le prix de rachat par Action du Compartiment doit être payé dans un délai déterminé par le Conseil, qui en général ne doit pas dépasser 30 jours Ouvrés à compter de la date fixée pour le rachat.

Le Compartiment concerné aura le droit, si le Conseil en décide ainsi, de satisfaire au paiement du prix de rachat en nature à tout Actionnaire qui y consent, en attribuant à cet Investisseur les Actifs de ce Compartiment d'une valeur égale à la valeur des Actions à racheter. La nature et le type d'Actifs destinés à être transférés dans un tel cas seront déterminés sur une base juste et raisonnable et sans porter préjudice aux intérêts des autres Actionnaires, et l'évaluation utilisée sera confirmée par un rapport spécial de l'Auditeur. Les coûts d'un tel transfert seront supportés par le Compartiment.

Toutes les taxes, commissions et autres frais encourus en relation avec le produit du rachat (y compris les taxes, commissions et frais supportés dans les pays où les Actions sont vendues) seront facturés par le biais d'une réduction du montant du rachat.

En règle générale, les Actions de Compartiment rachetées ne pourront être réémises et elles seront annulées en conformité avec le droit applicable.

Aucun rachat d'Actions ne pourra être effectué dont la conséquence puisse être que le Capital émis de la Société tombe en dessous du Capital minimum requis par la loi.

Art. 35. Annulation des Actions. Immédiatement après la Date de Rachat, l'Actionnaire en question cessera d'être le propriétaire des Actions visées dans l'Avis et son nom sera rayé du Registre des Actionnaires ou, le cas échéant, il sera demandé à l'Actionnaire détenant des certificats d'Actions au Porteur de remettre ses certificats d'Actions au Porteur, qui seront annulées et détruits, et l'Actionnaire en question cessera d'avoir des droits à l'égard des Actions ainsi rachetées.

Les Actions ainsi rachetées seront annulées par le Conseil à compter de la Date de Rachat.

Art. 36. Conversion d'Actions. Les Actionnaires d'un Compartiment ne sont pas en droit de demander la conversion de leurs Actions en Actions relatives à un autre Compartiment, sauf disposition contraire dans le PPM et les Spécifications de Compartiment.

La conversion des Actions d'un Compartiment en Actions d'un autre Compartiment ou la conversion (ou la commutation) des Actions d'une Classe dans une autre Classe dans le même Compartiment ou d'un autre Compartiment est limitée et ne peut être autorisée que sur une base Compartiment par Compartiment, ainsi que sur une base Classe par Classe, tel que stipulé dans les Spécifications de Compartiment concernées. Une conversion peut être soumise à des frais tels que déterminés dans les Spécifications de Compartiment concernées.

Chapter XXI . Valeur Nette d'Inventaire

Art. 37. Valorisation des Actifs. Les investissements de la Société seront évalués à la juste valeur (juste valeur) en conformité avec le PPM, ses Statuts et les Spécifications de Compartiment. Toutefois, le Conseil, à sa discrétion et en toute bonne foi, peut autoriser qu'une autre méthode d'évaluation soit utilisée, s'il estime qu'une telle évaluation reflète mieux la juste valeur (juste valeur) des actifs de la Société, respectivement, d'un Compartiment.

Toutes les règles d'évaluation et de détermination seront interprétées et appliquées conformément aux principes comptables luxembourgeois GAAP.

Art. 38. Date d'Evaluation. Pour chaque Compartiment, la Valeur Nette d'Inventaire ("VNI") par Action est déterminée par l'Agent Administratif conformément à la loi luxembourgeoise sous la responsabilité du Conseil, à une date d'évaluation que le Conseil peut déterminer, à condition que la VNI soit déterminée au moins une fois par an, le 31 décembre (une "Date d'Evaluation").

Art. 39. Calcul de la VNI. La Devise de Base de la Société est l'Euro. Les Compartiments peuvent avoir différentes Devises de Référence.

La Valeur Nette d'Inventaire de chaque Compartiment est exprimée dans la Devise de Référence du Compartiment concerné et, au sein de chaque Compartiment, la valeur liquidative de chaque Classe, le cas échéant, est exprimée dans la Devise de Référence de la Classe concernée, tel que décrit dans les Spécifications de Compartiment.

La Valeur Nette d'Inventaire est calculée par l'Agent Administratif sous la responsabilité du Conseil, conformément aux dispositions des Statuts et des Documents. Pour éviter tout doute, l'Agent Administratif pourra se baser sur les informations fournies par le Conseil, sans obligation de complément d'enquête (sauf erreur manifeste) aux fins de calcul de la VNI.

La VNI par Action de chaque Compartiment est calculée sur une base Classe par Classe (le cas échéant), à une fréquence telle que prévue dans les Spécifications de Compartiment concernées et au moins une fois par an.

Aux fins de la détermination de la VNI de la Société, les actifs nets attribuables à chaque Classe au sein de chaque Compartiment seront, s'ils ne sont pas libellés en Euro, convertis en Euro et la VNI de la Société regroupera les actifs nets de tous les Compartiments. Tous les gains comptables, les pertes, les revenus ou les dépenses ainsi que les mouvements de trésorerie liés à l'utilisation de couverture de change pour une Classe spécifique au sein d'un Compartiment donné sont entièrement attribuables à la Classe du Compartiment pour lequel la couverture a été conclue et ne seront pas attribués à une autre Classe.

Le Conseil se réserve le droit de suspendre la détermination de la VNI de la Société, d'un Compartiment, d'une Classe ou d'une Action dans les circonstances énoncées sous la rubrique "Suspension du calcul de la VNI" ci-dessous.

Aux fins de délimiter (réglementer ??) les relations entre les Actionnaires, chaque Compartiment est traité comme une entité distincte, générant sans restriction ses propres contributions, gains et pertes en capital, honoraires et frais. La Société comprend une seule entité juridique. Cependant, par rapport aux tiers, et en particulier en ce qui concerne les créanciers de la Société, chaque Compartiment sera exclusivement responsable de toutes les dettes qui lui sont attribuables.

Tous les actifs et passifs de la Société et de chaque Compartiment seront évalués à leur «juste valeur» («fair value») par référence à la méthode d'évaluation la plus appropriée comme cela est détaillé dans les Spécifications de Compartiment qui fixent les règles de définition de l'actif et du passif de chaque Compartiment. Le Conseil, à son entière discrétion et en toute bonne foi, peut, de temps à autre et sur une base Compartiment par Compartiment, autoriser toute autre méthode d'évaluation si de l'opinion du Conseil une situation exceptionnelle amène à nécessiter d'ajuster la juste valeur

des Actif d'un Compartiment à une Date de Valeur. Les éléments de passif non attribuables à un Compartiment spécifique sont répartis sur tous les Compartiments en proportion de l'actif net de chaque Compartiment.

Sauf en cas de mauvaise foi, négligence grave ou erreur manifeste, toute décision de calcul de la Valeur Nette d'Inventaire de la Société, de chaque Compartiment, Classe et Action prise par l'Agent Administratif sous la responsabilité du Conseil, sera définitive et lie la Société, les Compartiments et ses Actionnaires.

Les informations ou les événements reçus après la publication de la Valeur Nette d'Inventaire ne seront généralement pris en compte que sur une base prospective au calcul de la VNI et pourront constituer un élément de rapprochement avec les états financiers annuels audités de la Société. Si, depuis le moment de la détermination de la VNI, il y a eu un changement important dans les marchés ou dans le secteur ou l'industrie ou la région où les biens sont situés, ou si des événements ou de nouvelles informations sont portées à la connaissance du Conseil qui impliquent qu'une partie ou une partie substantielle des actifs de la Société ou d'un Compartiment doivent être réévalués, le Conseil peut, afin de sauvegarder les intérêts des Actionnaires et de la Société, annuler la première évaluation et effectuer une deuxième évaluation. Dans ce cas, le Conseil peut utiliser une autre méthode d'évaluation, s'il estime qu'une telle évaluation reflète mieux la juste valeur de tout Actif de la Société.

La juste valeur des Investissements est déterminée par le Conseil en utilisant un ensemble de méthodes d'évaluation internationalement reconnues, appliquées par un par un expert indépendant («appraiser») ou des évaluateurs de renom ayant des compétences adaptées à l'industrie considérée, engagées par le Conseil pour procéder à l'évaluation des actifs d'un Compartiment spécifique. En particulier, le Conseil s'assurera que les méthodes de «l'International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines» (IPEVCGV) publié par la «European Private Equity and Venture Capital Association» (EVCA), la «British Venture Capital Association» (BVCA) et l'Association Française des Investisseurs en Capital (AFIC), en Mars 2005, tel que modifié de temps à autre sont prises en compte. La méthode d'évaluation équitable peut s'écarter de la méthode IPEVCGV, par exemple, si en raison de la nature et des caractéristiques propres de la Société ou du modèle d'affaires du Compartiment, cet écart peut conduire à une meilleure détermination de la Valeur Nette d'Inventaire. La méthode d'évaluation adoptée par le Conseil sera utilisée de manière cohérente. La juste valeur de chacun des Investissements sera revue à chaque Date d'Evaluation et ajustée si nécessaire.

Toutes les règles d'évaluation et de détermination seront interprétées et appliquées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Luxembourg (Lux GAAP).

Art. 40. Calcul de la valeur d'Instrument. La valeur par Action de chaque Classe de chaque Compartiment est exprimée dans la Devise de Référence de la Classe ou Compartiment (tel que défini dans les Caractéristiques de Compartiment concernées) et sera calculée à chaque Date d'Evaluation par l'Agent Administratif conformément aux principes comptables généralement reconnus au Luxembourg et toujours sous réserve des dispositions de la Loi SICAR.

L'Actif Net Réévalué par Action de chaque Classe de chaque Compartiment à la Date d'Evaluation est déterminé en divisant (i) les actifs nets de ce Compartiment attribuables à cette Classe, à savoir la valeur de la portion de l'actif brut de ce Compartiment moins la portion des engagements de ce Compartiment attribuables à cette Classe, à la Date d'Evaluation, par (ii) le nombre des actions de cette Classe alors en circulation, conformément aux règles d'évaluation. La Valeur par Instrument peut être arrondie à deux (2) décimales, inférieures ou supérieures, les plus proches dans la monnaie concernée, tel que déterminé par le Conseil selon le cas. Si, depuis la date de détermination de la Valeur par Instrument, il y a eu un changement substantiel des cours sur les marchés ou un changement significatif dans l'environnement économique dans lequel une partie substantielle des Investissements attribuables au Compartiment concerné est négociée ou cotée ou connexe, ou évaluée, la Société peut, afin de sauvegarder les intérêts des détenteurs d'Instruments et de la Société, annuler la première évaluation et effectuer une deuxième évaluation.

Art. 41. Suspension du calcul de la VNI. Le Conseil peut suspendre temporairement le calcul de la VNI par Instrument, Action et Classe d'Actions de tout Compartiment et l'émission d'Actions à l'égard d'un Compartiment ou d'une Classe d'Actions donnée dans ce Compartiment dans les circonstances énoncées dans ces Statuts:

(i) au cours de toute période pendant laquelle les principales bourses de valeurs ou autres marchés sur lesquels une partie substantielle des Investissements de la Société est cotée ou négociée (le cas échéant) sont fermés, sauf jour de congé normal, ou pendant laquelle les opérations y sont restreintes ou suspendues, à condition que cette restriction ou suspension affecte l'évaluation des Investissements de la Société qui y est cotée, ou

(ii) au cours de l'existence d'un état des affaires qui constitue une situation d'urgence de l'avis du Conseil et dont la conséquence pourrait être que la cession ou l'évaluation des Actifs détenus par la Société et/ou les Compartiments serait impossible, ou

(iii) lors de toute situation de rupture des moyens de communication normalement employés pour déterminer le prix ou la valeur de l'un des Investissements de la Société ou le prix courant ou les valeurs sur une bourse ou un autre marché à l'égard des Actifs attribuables à la Société, ou

(iv) si pour toute autre raison les prix des Investissements détenus par la Société ou les Compartiments ne peuvent être pratiquement et exactement déterminés, ou

(v) au cours de toute période pendant laquelle la Société estime que les transferts de fonds impliqués dans la réalisation ou l'acquisition d'investissements ou de paiements dus pour le rachat des Actions ne peuvent, de l'avis du Conseil, être effectués à des taux de change normaux.

Une telle suspension sera publiée, le cas échéant, par le Conseil et sera notifiée aux Actionnaires ayant fait une demande de Souscription et de Rachat d'Actions pour lesquelles le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire est nécessaire.

Chapter XXII . Assemblées Générales des Actionnaires

Art. 42. Résolutions. Les résolutions des Actionnaires de la Société ou de tout Organe Officiel de la Société, d'un Compartiment ou Classe d'Instrument/Classe d'Actions seront adoptées, soit lors des Assemblées Générales de ces Actionnaires soit par Résolutions Circulaires. Les Actionnaires de la Société ou d'un Compartiment ou Classe d'Instrument/Classe d'Actions, ou des Actions de Fondateur peuvent être convoqués à des Assemblées Générales ou consultés par écrit par voie de Résolutions Circulaires en conformité avec les Statuts, les Lois et les Spécifications de Compartiment.

Art. 43. Résolutions Circulaires. Si une résolution doit être adoptée par voie de Résolution Circulaire, le texte doit en être envoyé par le Conseil à tous les Actionnaires de l'Organe Officiel de la Société par écrit, soit en original ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail au moins seize (16) Jours Ouvrés avant la date limite (la "Date d'Echéance de la Résolution Circulaire") de la réception du vote des Actionnaires par la Société. Les Actionnaires exprimeront leur vote en signant la Résolution Circulaire. Seuls les votes reçus par la Société avant la Date d'Echéance de la Résolution Circulaire seront valides. Les signatures des Actionnaires apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre ou télécopie. Une Résolution Circulaire des Actionnaires aura le même effet que les résolutions prises lors d'une Assemblée Générale des Actionnaires, dûment convoquée et tenue.

Les résolutions des Actionnaires de tout Organe Officiel de la Société ne peuvent être adoptées par voie de Résolution Circulaire que dans la mesure où il n'existe pas de détenteurs d'Actions au Porteur au sein de l'Organe Officiel de la Société à l'égard duquel des résolutions doivent être adoptées.

Art. 44. Assemblées Générales des Actionnaires de la Société. Toute Assemblée Générale régulièrement constituée des Actionnaires de la Société représente l'ensemble des Actionnaires de la Société (l'"Assemblée Générale des Actionnaires" ou l'"Assemblée Générale").

Art. 45. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires. L'Assemblée Générale des Actionnaires a les pouvoirs qui sont dévolus à l'Assemblée Générale des Actionnaires conformément aux Statuts et aux Lois. L'Assemblée Générale des Actionnaires délibérera uniquement sur les questions qui ne sont pas expressément réservés au Conseil ou par les Statuts ou par la Loi à toute autre Organe Officiel de la Société.

Art. 46. Date et Lieu. L'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires sera convoquée en session ordinaire une fois par an par le Président du Conseil, et se tiendra au Siège Social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation à l'Assemblée Générale, le vingt-quatrième jour de mai à 11h30. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, ou est un samedi ou un dimanche, la réunion se tiendra le premier Jour Ouvré suivant à Luxembourg.

D'autres Assemblées Générales des Actionnaires pourront se tenir aux lieux et dates comme cela pourra être spécifié dans les avis de convocation. Les Assemblées d'Actionnaires, y compris l'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires, peuvent être tenues à l'étranger si, du jugement du Conseil, qui est final, des circonstances de force majeure l'exigent.

Art. 47. Autres Assemblées Générales. Le Conseil ou l'(les) Auditeur(s) statutaire(s) peuvent convoquer des Assemblées Générales des Actionnaires, ordinaires ou extraordinaires (en plus de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires). Une Assemblée Générale des Actionnaires doit être convoquée si des Actionnaires représentant au moins un cinquième du capital de la Société l'exigent.

Art. 48. Convocation des Assemblées Générales. Si une résolution doit être adoptée à une Assemblée Générale, les Actionnaires se réuniront en Assemblée Générale suite à l'émission d'un Avis de Convocation en conformité avec les Statuts ou les Lois. Les quorums et délais requis par les Statuts et les Lois régiront la convocation et la conduite des Assemblées des Actionnaires, sauf disposition contraire.

Sauf disposition contraire prévue par les lois et règlements du Luxembourg, les convocations à toutes les Assemblées Générales doivent être envoyées par courrier à tous les actionnaires inscrits, à leur adresse indiquée dans le Registre, au moins 8 (huit) Jours Ouvrés avant l'Assemblée Générale, aucune preuve de l'accomplissement de cette formalité n'étant nécessaire.

La convocation envoyée aux Actionnaires indiquera la date ("Date de l'Assemblée Générale", qui doit être un Jour Ouvré à Luxembourg), la date et le lieu de l'Assemblée Générale, les conditions d'admission, ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'Assemblée Générale concernée et doit se référer aux exigences contenues dans les Statuts et la loi luxembourgeoise en ce qui concerne le quorum et les majorités nécessaires à cette Assemblée. Dans la mesure où la loi luxembourgeoise le requiert s'il existe des Actions au Porteur dans l'Organe Officiel de la Société pour lequel une Assemblée est convoquée, des avis seront publiés dans le Mémorial et dans un journal luxembourgeois deux fois à huit jours d'intervalle. La signification d'un tel avis aux Actionnaires nominatifs n'est pas nécessaire.

L'ordre du jour sera préparé par le Conseil, sauf dans le cas où l'Assemblée est convoquée sur la demande écrite des Actionnaires, ou de l'Auditeur, auquel cas le Conseil peut préparer un ordre du jour supplémentaire. Les affaires traitées lors de toute Assemblée des Actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour (qui contiendra toutes les matières requises par la Loi) et aux affaires connexes à ces questions. Chaque Action de n'importe quel Compartiment

et/ou Classe dans l'Organe Officiel de la Société a droit à une voix, en conformité avec la loi luxembourgeoise et les Statuts, sauf disposition contraire dans les Statuts, le PPM ou les Spécifications de Compartiment.

Art. 49. Preuve de l'actionnariat - Date d'Enregistrement. L'aptitude à participer à toute Assemblée Générale et à y exercer des droits de vote et autres droits des Actionnaires qui s'appliquent à cette Assemblée Générale est basée sur l'actionnariat tel que déterminé à la Date d'Enregistrement de cette Assemblée Générale. Pour toute Assemblée Générale, la Date d'Enregistrement est fixée au cinquième Jour Ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale.

Un personne ou entité ou un proxy est admissible à participer à toute Assemblée Générale, si il/elle est un Actionnaire ou éligible par procuration d'un Actionnaire à cette Date d'Enregistrement et prouve cet état à la Société.

La vérification par la Société de l'enregistrement des Actions Nominatives dans le Registre à la Date d'Enregistrement (des actions) est une preuve suffisante de l'actionnariat et valide l'admissibilité à participer. Aucune confirmation physique n'est nécessaire pour des Actions Nominatives. Avant de participer à l'Assemblée, le Président du Conseil peut exiger la vérification de l'identité d'un détenteur d'Actions Nominatives, ou de son représentant en cas de procuration, avant l'admission à l'Assemblée en demandant une copie du passeport de l'Actionnaire ou du passeport du représentant de l'Actionnaire.

Pour les certificats d'Actions au Porteur détenus en dépôt, une confirmation écrite du dépositaire des Actions est une preuve suffisante de l'actionnariat à la Date d'Enregistrement. Une confirmation écrite de l'actionnariat doit être délivrée par une institution de dépôt, et inclure des informations sur le nom de la société dépositaire des actions, une adresse ou un code (code SWIFT) couramment utilisés entre institutions financières. Pour les certificats d'Actions au Porteur non détenus en dépôt, une confirmation écrite authentique par un notaire luxembourgeois est une preuve suffisante d'actionnariat à cette Date d'Enregistrement. La confirmation écrite de l'actionnariat des Actions au Porteur n'a pas besoin d'inclure des informations sur l'Actionnaire, mais doit inclure les informations d'identification inscrites sur le certificat d'Actions au Porteur, y compris les numéros de référence des Actions et les numéros de lot ou de référence des Actions au Porteur affectées au certificat d'Actions au Porteur. La présentation par l'Actionnaire ou son mandataire de la confirmation d'actionnariat d'Action au Porteur à la Date d'Enregistrement, approuvée par le Président du Conseil lors de l'admission à une Assemblée Générale, valide l'admissibilité à y participer.

Un formulaire de confirmation de dépôt et de confirmation d'actionnariat notariée validé par le Conseil sera tenu à la disposition des Actionnaires de la Société sur demande à la Société.

Art. 50. Représentation - Proxy. Toute personne physique ou morale, ayant le statut d'Actionnaire, peut signer un formulaire de procuration (proxy) et le remettre en la main d'un employé de la Société dûment autorisé, ou peut autoriser toute personne qu'il estime apte à agir comme son représentant, mandataire à toute Assemblée ou Résolution Circulaire, sous réserve de produire la preuve de la validité des pouvoirs comme le Conseil peut l'exiger. La procuration doit être transmise par livraison par porteur, poste, câble, télégramme ou téléfax, ou par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, au Siège Social de la Société et reçu par la Société au moins cinq (5) Jours Ouvrés avant Date d'Echéance de la Résolution Circulaire; ou détenue par le mandataire assistant à l'Assemblée Générale et soumise en personne lors de l'enregistrement à l'Assemblée à la Date de l'Assemblée. Le Conseil peut déterminer la forme requise des procurations et peut exiger que les procurations soient déposées au lieu indiqué par le Conseil. Le nombre des Actionnaires qu'un mandataire peut représenter n'est pas limité.

Les formes d'octroi et d'annulation d'une procuration approuvées par le Conseil seront tenues à la disposition des Actionnaires de la Société sur simple demande à la Société.

Les actionnaires doivent noter qu'ils doivent également satisfaire aux exigences de participation imposées sous la rubrique "Preuve de l'actionnariat – Date d'Enregistrement" s'ils donnent une procuration à un représentant.

Art. 51. Admission - Présence - Représentation. Tous les Actionnaires et les représentants des Actionnaires qui sont dûment autorisés par procuration ("proxy") ont le droit d'assister et de prendre la parole à toute Assemblée Générale des Actionnaires.

Tout Actionnaire ou représentant par procuration a le droit de poser des questions sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à une Assemblée Générale des Actionnaires et s'ils déclarent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de la réunion, les Actionnaires peuvent renoncer à toutes les exigences et formalités de convocation.

Le Conseil peut déterminer toutes autres conditions qui doivent être remplies afin de participer à une Assemblée Générale des Actionnaires. Tout Actionnaire ou représentant par procuration peut aussi voter par correspondance, en retournant un bulletin de vote dûment rempli et signé fourni par la Société.

Au lieu d'une confirmation d'actionnariat écrite, le Conseil peut décider que les Actionnaires désireux d'assister à l'Assemblée Générale, directement ou via un représentant par procuration doivent déposer leurs certificats d'Actions au Porteur au Siège Social de la Société ou chez tout dépositaire, désigné, avant la Date d'Enregistrement, afin d'être admis directement ou indirectement à l'Assemblée.

Chaque Action est indivisible dans la mesure où la Société est concernée. Les copropriétaires, les usufruitiers et les nu-propiétaires d'Actions, les créanciers et les débiteurs détenteurs d'Actions mises en gage doivent désigner une seule

personne pour les représenter à toute Assemblée Générale des Actionnaires. Dans le cas d'une exploitation conjointe, seul le premier Associé nommé peut voter.

Art. 52. Ajournement. Le Conseil peut ajourner séance tenante toute Assemblée des Actionnaires de quatre semaines. Le Conseil doit procéder à l'ajournement si cela est requis par des Associés représentant au moins un cinquième (1/5ème) de l'Organe Officiel de la Société convoqué à cette Assemblée. Un tel ajournement annule automatiquement toute résolution déjà adoptée.

L'Assemblée des Actionnaires ajournée a le même ordre du jour que la première. Les Actions et les procurations déposées régulièrement en vue de la première Assemblée restent valablement déposées pour la deuxième.

Art. 53. Procédures. Chaque Assemblée Générale des Actionnaires sera présidée par (le "Président de l'Assemblée Générale" ou "Président de l'Assemblée") le Président du Conseil ou, en son absence, par un Administrateur de catégorie A ou, à défaut, par un Administrateur désigné par le Conseil. Le Président de l'Assemblée Générale des Actionnaires nomme un secrétaire.

Soit, (s'il n'y a qu'un Associé présent), le seul Actionnaire élit un scrutateur, soit les deux Actionnaires les plus importants en terme de nombre d'Actions présentes à l'Assemblée agiront comme scrutateurs; s'ils refusent d'agir en tant que tel, le scrutateur sera élu parmi les actionnaires suivants les plus importants en nombre d'Actions détenues, par ordre décroissant, jusqu'à ce que deux (2) Actionnaires acceptent d'agir en qualité de scrutateurs.

Le Président, le secrétaire et le(s) scrutateur(s) de l'Assemblée Générale des Actionnaires ainsi nommés, forment ensemble le bureau de l'Assemblée Générale.

Art. 54. Vote. Sauf si d'autres conditions de quorum sont prévues par ces Statuts, ou dans les Spécifications de Compartiment concernées ou dans le PPM, plus de cinquante pour cent (50%) des Actions émises doivent être présentes ou représentées à une Assemblée Générale, ou lors d'un vote dans une Résolution Circulaire, pour constituer le Quorum pour procéder valablement au vote d'une résolution. Dans tous les autres cas, le Quorum requis est celui prévu par la Loi applicable.

Sauf disposition contraire prévue par ces Statuts, la Loi ou les Spécifications de Compartiment concernées, des résolutions de l'Assemblée Générale des Actionnaires ou Résolutions Circulaires sont adoptées par un vote à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés.

Chaque Action donne droit à une voix, sous réserve des limitations imposées par les Lois et les Statuts. Le vote a lieu à main levée ou par un appel nominatif, sauf si l'Assemblée Générale des Actionnaires décide d'adopter une autre procédure de vote. Une liste de présence indiquant le nom des Actionnaires ou de leurs mandataires et le nombre d'Actions pour lesquelles ils votent, est signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant l'ouverture de l'Assemblée Générale des Actionnaires. L'Assemblée ne peut délibérer et voter que sur les points figurant à l'ordre du jour.

Si le Quorum ou la majorité n'est pas atteinte lors de la première Assemblée Générale des Actionnaires ou lors de la première consultation écrite au moyen d'une Résolution Circulaire, les Actionnaires sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée ou consultés une seconde fois par le biais d'une Résolution Circulaire et les résolutions sont adoptées à la majorité simple des suffrages exprimés, quelle que soit la proportion du Capital Social représenté de l'Organe Officiel de la Société convoqué.

A toute Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires d'un Organe Officiel de la Société convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, seules sont valablement adoptées les résolutions qui satisfont aux conditions de quorum et de majorité requises, prévues par la Loi, à l'exception de celles devant être adoptées par des Résolutions Qualifiées des Actionnaires tel que spécifié dans ces Statuts. L'ordre du jour pour une Assemblée Générale Extraordinaire doit également, quand cela est de circonstance, décrire toutes les modifications proposées aux Statuts et, le cas échéant, contenir le texte des modifications relatives à l'objet ou à la forme de la Société.

Toute décision de retirer volontairement le statut de la Société de type "société d'investissement en capital à risque" (SICAR) nécessite l'approbation écrite préalable de la CSSF et l'approbation unanime de tous les Actionnaires.

Toutes résolutions relatives à:

- (v) la modification de l'objet social;
- (vi) la liquidation de la Société et la nomination des liquidateurs;
- (vii) une fusion, une scission ou une division de la Société ou un transfert ou consolidation affectant l'ensemble de ses actifs;
- (viii) la relation entre la Société et ses entités apparentées;

doivent être adoptées par Résolutions Qualifiées des Actionnaires de l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société, et chaque fois avec l'approbation du Conseil.

Toute modification des Statuts entraînant une modification des droits d'un Organe Officiel de la Société, tel celui relatif à un Compartiment spécifique ou à une Classe, doit être approuvée par une Résolution Qualifiée des Actionnaires de l'Assemblée de l'Organe Officiel de la Société avec le vote favorable du Conseil.

Art. 55. Compte rendu des résolutions adoptées / Procès-verbal de l'Assemblée Générale. Les résolutions adoptées par les Assemblées Générales et les Résolutions Circulaires doivent être enregistrées dans un registre spécial des résolutions tenu dans les bureaux de la Société ou de l'Agent Administratif, et divisé entre les résolutions relatives:

- (iv) aux Assemblées Générales des Actionnaires de la Société;
- (v) aux Assemblée Générale des Actionnaires d'un Compartiment, et pour ce Compartiment, les Assemblées Générales des Actionnaires d'une Classe d'Instruments/Classe d'Actions de ce Compartiment;
- (vi) aux Assemblées Générales des Actionnaires des Actions de Fondateur.

Les procès-verbaux des Assemblée Générale d'Actionnaires, inscrits dans le registre spécial des résolutions, doivent être signés par le Président de l'Assemblée, le secrétaire de l'Assemblée et le(s) Scrutateur(s) de l'Assemblée et peuvent être signés par tous les Actionnaires ou mandataires qui en font la demande. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs seront signés par le Président.

Les Associés présentant des motifs valables liés à leurs intérêts peuvent, sur présentation d'une demande écrite au Conseil, et si celle-ci est acceptée par le Conseil, être informés des détails de résolutions spécifiques adoptées.

Art. 56. Assemblées Générales des Actionnaires d'une Classe d'Actions ou d'un Compartiment. Les Actionnaires de tout Organe Officiel de la Société tel qu'un Compartiment ou une Classe d'Instruments/Classe d'Actions d'un Compartiment, ou des Actions de Fondateur peuvent, à tout moment, tenir des Assemblées Générales afin de délibérer sur un sujet qui ne concerne que leur Organe Officiel.

Les Actionnaires d'un Compartiment spécifique peuvent, à tout moment, tenir des Assemblées Générales afin de délibérer sur un sujet qui ne concerne que leur Compartiment (les "Assemblées Générales des Actionnaires constitués par Compartiment" ou "Assemblées Générales des Actionnaires de Compartiment").

En outre, les Actionnaires de toute Classe de tout Compartiment peuvent tenir, à tout moment, des Assemblées Générales de leur Classe en vue de se prononcer sur toute question ayant trait uniquement à cette Classe (les "Assemblées Générales des Actionnaires constitués par Classe" ou les "Assemblées Générales des Actionnaires de Classe").

Les dispositions des articles ci-dessus relatives aux Assemblées Générales des Actionnaires et aux Résolutions Circulaires d'Associés, s'appliquent mutatis mutandis aux Assemblées Générales spécifiques ci-dessus constituées par Compartiment et/ou Classe.

Lors d'une Assemblée Générale des Actionnaires spécifique ou à l'occasion de Résolutions Circulaires d'Associés, chaque Action de Compartiment/Classe donne droit à une voix, conformément à la loi luxembourgeoise et aux Statuts. Les Actionnaires de la Société, d'un Compartiment ou d'une Classe peuvent agir soit en personne, soit par procuration, par écrit ou câble, télégramme, télex ou télécopie, donnée à une autre personne qui n'a pas besoin d'être un Actionnaire et qui peut être un Administrateur.

Toute résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société, affectant les droits des Actionnaires de toute Classe ou Compartiment vis-à-vis des droits des actionnaires d'une autre Classe ou des autres Classes ou d'un autre Compartiment, doit faire l'objet d'une Résolution Qualifié des Actionnaires.

Les Assemblées Générales des Actionnaires de tout Organe Officiel de la Société, tel une Classe ou un Compartiment, sont convoquées par le Conseil. Toutes les Actions de Compartiment ou de Classe représentent l'ensemble du corps de ces Classe ou Compartiment. Elles ont le pouvoir de ratifier tous les actes relatifs aux opérations de cette Classe ou Compartiment et les droits et devoirs attribués à leurs Actions. Les résolutions prises par elles s'imposent à tous les Actionnaires de la Classe ou du Compartiment et à la Société pour cette question spécifique.

L'avis, la participation, représentation, instance, l'ajournement, vote, les procès verbaux, le quorum et délais requis pour convoquer les Assemblées Générales des Actionnaires de la Société régleront les avis de convocation et la conduite de toute Assemblée Générale des actionnaires d'une Classe ou d'un Compartiment, sauf disposition contraire dans les Statuts, le PPM ou les Spécifications de Compartiment concernées.

Sauf stipulation contraire prévues dans les Statuts, les lois et règlements applicables à Luxembourg ou les Spécifications de Compartiment, les décisions de l'Assemblée Générale d'un Compartiment ou d'une Classe spécifique seront adoptées par un vote à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil peut déterminer toutes autres conditions raisonnables qui doivent être remplies par les Actionnaires pour prendre part à toute Assemblée Générale des Actionnaires de toute Classe ou Compartiment.

Chapter XXIII . Questions comptables - Dividendes - Distribution de bénéfices

Art. 57. Exercice financier. L'exercice financier de la Société commence chaque année le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année, à l'exception du premier exercice financier qui débutera à la date de constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2011.

Art. 58. Adoption des comptes financiers de Compartiment. Le Conseil établira des comptes annuels de Compartiment, y compris un inventaire et un bilan conformément aux exigences des Lois et aux pratiques comptables luxembourgeoises. Dans les six mois suivant la fin de l'exercice auquel il se rapporte, les comptes annuels du Compartiment seront soumis exclusivement à l'Assemblée Générale des Actionnaires dédiée à ce Compartiment, qui délibérera, et, si jugé opportun, adoptera les comptes annuels de ce Compartiment.

Le Conseil doit aussi préparer les rapports annuels de chaque Compartiment et le rapport annuel de la Société tel que requis par la Loi SICAR. Le Conseil peut établir d'autres rapports et déclarations tel que prévu pour un Compartiment donné, conformément aux Spécifications du Compartiment.

Art. 59. Comptes et Rapports de la Société. Les comptes annuels de la Société seront exprimés en Euros. A cet effet, tous les chiffres exprimés dans une autre devise que l'Euro seront convertis en Euros au taux utilisé dans le calcul le plus récent de la VNI. Les comptes annuels de la Société sont vérifiés par l'Auditeur externe luxembourgeois.

Comme l'exige la Loi, la Société publiera le rapport annuel de la Société arrêté au dernier jour de chaque exercice financier et celui-ci sera disponible pour les Actionnaires au Siège Social de la Société dans les 6 (six) mois suivant la fin de l'exercice financier de la Société.

Les données financières de la Société seront préparées conformément aux principes comptables luxembourgeois, étant entendu que le Conseil peut décider d'utiliser des méthodes comptables différentes pour les Compartiments, conformément aux Spécifications des Compartiments.

L'Assemblée Générale annuelle des Actionnaires de la Société examinera le rapport annuel de la Société et, si jugé opportun, elle approuvera les comptes annuels de la Société.

Art. 60. Affectation des bénéfices d'un Compartiment - Dividende - Distribution. Le bénéfice annuel brut d'un Compartiment tel que déclaré dans les comptes annuels du Compartiment, après déduction faite des frais généraux, amortissements et impôts, représente le bénéfice net annuel du Compartiment.

L'Assemblée Générale des Actionnaires du Compartiment a le pouvoir discrétionnaire et exclusif de disposer de l'excédent et de déterminer comment les bénéfices annuels nets de chaque Compartiment seront alloués soit en versant la totalité ou une partie du solde à une réserve ou provision, soit en procédant à un report sur l'année financière suivante ou en distribuant le solde, ainsi que les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission aux Actionnaires du Compartiment. L'Assemblée Générale des Actionnaires du Compartiment déclarera ou autorisera le Conseil à payer des dividendes et distributions en proportion de ces montants, y compris des distributions dans le cadre d'un rachat des Actions de Compartiment.

Les distributions seront effectuées généralement en espèces. Toutefois, les Assemblées Générales des Actionnaires de Compartiment et/ou le Conseil (suivant le cas) sont autorisés à décider de distributions/paiements en nature pour les distributions annuelles et intermédiaires en attribuant aux Actionnaires les Actifs du Portefeuille du Compartiment concerné. Le Conseil déterminera la nature et le type d'Actifs destinés à être transférés dans ce cadre en tenant compte des intérêts des Actionnaires dans le Compartiment concerné. Dans la mesure où cela soit requis par la loi luxembourgeoise, ces paiements en nature seront valorisés dans un rapport de l'Auditeur en sa qualité de «réviseur d'entreprises agréé», rédigé conformément aux exigences de la loi luxembourgeoise, et les coûts de ce rapport seront supportés par le Compartiment concerné.

L'Assemblée Générale des Actionnaires du Compartiment, par conversion des bénéfices nets en capital et des surplus distribués, peut décider de distribuer des dividendes sous la forme d'Actions au lieu de dividendes en espèces. Les dividendes et autres distributions peuvent aussi être payés du fait de profits nets non affectés reportés des années antérieures.

Toutes les distributions en espèces seront effectuées dans la Devise de Référence de chaque Compartiment et seront versées aux moments chaque fois que le Conseil le décidera. Le Conseil a le pouvoir de décision définitive du taux de change applicable pour convertir les fonds disponibles pour ces dividendes ou distributions dans la devise de paiement.

Sous réserve des dispositions de la loi luxembourgeoise et du PPM, des dividendes intérimaires peuvent être distribués par le Conseil aux Actionnaires de Compartiment, à tout moment, à condition que:

- (i) un état des comptes ou un inventaire ou un rapport de Compartiment soit établi par le Conseil;
- (ii) cet état des comptes ou inventaire ou rapport de Compartiment montre que des fonds suffisants sont disponibles dans le Compartiment pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes devant être allouées à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer des dividendes intérimaires pour le Compartiment soit prise par l'Assemblée Générale des Actionnaires du Compartiment.

Les droits aux dividendes ou distributions rattachés à toute Action d'un Compartiment et/ou toute Classe d'Actions sont déterminés par le Conseil, décrits dans le PPM et les Spécifications de Compartiment concernées. Les paiements de dividendes et autres distributions d'Actions de Compartiment doivent être effectués en conformité avec les Statuts, les PPM et les Spécifications de Compartiment. En cas de divergence entre les dispositions des Statuts et les dispositions de la Partie I du PPM et les Spécifications de Compartiment (Partie II du PPM), les dispositions des Spécifications de Compartiment prévaudront, puis celles de la Partie 1 du PPP et enfin des Statuts.

Le paiement des dividendes ou distributions en numéraire sera effectué, pour ce qui concerne les Actions Nominatives, par virement bancaire aux Actionnaires, à leurs coordonnées figurant dans le Registre ou à celles de tiers désignés et, pour ce qui concerne les Actions au Porteur, selon les modalités déterminées par le Conseil de temps à temps, conformément à la Loi luxembourgeoise. Sur décision du Conseil, les paiements de dividendes aux détenteurs d'Actions au Porteur peuvent être effectués sur présentation du coupon de dividende à l'agent ou aux agents spécifiquement désignés par la Société.

Aucune distribution ne sera faite s'il en résulte que le Capital Social de la SICAR passe en dessous du capital minimum légal, qui est d'un million d'euros (EUR 1.000.000.-).

Les distributions non réclamées pendant cinq (5) ans suivant leur déclaration seront annulées et retournées à la Classe du Compartiment concerné. Le Conseil aura le pouvoir de temps à autre de prendre toutes les mesures nécessaires pour opérer ce retour et autoriser un tel processus au nom de la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes ou les distributions faites par la Société qu'elle détient pour le compte des Actionnaires.

En tout état de cause, les distributions et les paiements n'interviendront qu'après paiement ou provision (le cas échéant) des frais et redevances dues par la Société ou le Compartiment concerné. Toutes les distributions seront effectuées déduction faite de tout impôt sur le revenu, retenue à la source et impôt similaire payable par la Société, y compris, par exemple, toute retenue à la source d'impôt sur les intérêts ou dividendes reçus par la Société et sur les gains en capital et les retenues fiscales sur les investissements de la Société.

Les distributions de la Société sont habituellement faites dans le respect d'un ordre de priorité entre les Classes d'Actions dans les Compartiments, tel que stipulé dans le PPM et les Spécifications de Compartiment, et ce jusqu'à épuisement des sommes distribuables et à la liquidation de la Société (la "Distribution en Cascade").

Dans le cas d'Actionnaires conjoints, la Société se réserve le droit de verser le produit des rachats, distributions ou autres paiements soit uniquement au premier Actionnaire enregistré que la Société considère comme le représentant de tous les co-actionnaires, soit à tous les Actionnaires conjoints, à son entière discrétion.

Chapter XXIV . Dissolution et Liquidation de la Société

La Société a été constituée pour une durée illimitée et prend fin à la dissolution et la liquidation de son dernier Compartiment, ou pour toute autre cause spécifique et ce dans les conditions énoncées dans la Loi de 2007, la Loi de 1915 et/ou les Statuts.

Art. 61. Dissolution de la Société. La Société peut à tout moment être dissoute et mise en liquidation par une résolution unanime de l'Assemblée Générale des Actionnaires d'Actions de Fondateur, ou par une Résolution Qualifiée d'Actionnaires de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

La Société ne sera pas dissoute en cas d'incapacité juridique de l'Initiateur, de sa dissolution, sa démission, sa retraite, son insolvabilité ou de sa faillite ou pour toute autre raison stipulée par la loi applicable qui placerait l'Initiateur dans l'impossibilité d'agir. Le pouvoir d'émettre de nouvelles Actions de la Société de toute Classe ou Compartiment cessera à la date de publication de l'avis de la convocation d'une Assemblée Générale des Actionnaires, à laquelle la dissolution et la liquidation de la SICAR sont proposées.

Art. 62. Liquidation de la Société. La liquidation sera mise en oeuvre par un ou plusieurs Liquidateurs, qui peuvent être des personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération, sous réserve de la supervision de l'autorité de contrôle compétente, ce dans le meilleur intérêt des Actionnaires. Le produit de la liquidation de la Société, net de tous frais de liquidation, sera distribué par les liquidateurs entre les porteurs d'Actions de chaque Classe et Compartiment conformément à leurs droits respectifs selon les Spécifications de Compartiment. Le surplus résultant de la réalisation des Actifs et du paiement des dettes de la Société qui ne sont pas attribuables ou alloués à un Compartiment sera distribué entre les Actionnaires Fondateurs proportionnellement aux Actions de Fondateur détenues et conformément aux principes de la Distribution en Cascade.

Les montants non réclamés par les Actionnaires à la fin de la procédure de liquidation seront déposés, conformément à la loi luxembourgeoise, auprès de la Caisse de Consignation à Luxembourg jusqu'à ce que le délai de prescription ait expiré. Des distributions en nature d'Actifs peuvent être faites par le liquidateur.

Chapter XXV . Cessation de Compartiments - Fusion - Division

Chaque Compartiment peut être créé pour une durée indéterminée ou pour une période déterminée, tel que prévu dans les Spécifications de Compartiment concernées. Tout Compartiment créé pour une durée déterminée prend fin automatiquement à sa date d'échéance prévue dans les Spécifications de Compartiment concernées, à moins que celle-ci ne soit prorogée par l'Assemblée Générale des Actionnaires de Compartiment.

Art. 63. Cessation des Compartiments. Dans le cas où, pour une raison quelconque, la valeur de l'actif net d'un Compartiment a diminué ou n'a pas atteint le montant déterminé par le Conseil comme étant le seuil minimum pour pouvoir exploiter ce Compartiment d'une manière économiquement efficace, ou dans le cas d'une modification substantielle de la situation politique, économique ou monétaire relative à ce Compartiment qui aurait des conséquences néfastes sur les investissements de ce Compartiment, ou pour des raisons de rationalisation économique, le Conseil peut décider de racheter toutes les Actions du Compartiment à leur valeur liquidative par Action (résultant des prix réels de réalisation des Investissements et tenant compte des dépenses de réalisation), calculée au dernier Jour d'Evaluation à laquelle cette décision prend effet. La Société enverra un avis aux actionnaires du Compartiment concerné au moins un (1) mois avant la date effective du rachat obligatoire, qui énoncera les raisons et le processus des opérations de rachat. Les Actionnaires Nominatifs seront informés par écrit.

Nonobstant les pouvoirs conférés au Conseil par le paragraphe précédent, l'Assemblée Générale des Actionnaires de Compartiment peut, sur proposition du Conseil, et par Résolution Qualifiée des Actionnaires, décider de racheter toutes

les Actions de Compartiment d'un Compartiment et rembourser aux Actionnaires la Valeur Nette d'Inventaire de leurs Actions (résultant des prix réels de réalisation des Investissements et tenant compte des dépenses de réalisation), calculée au dernier Jour d'Evaluation à laquelle cette décision prend effet.

Dès que la décision de liquider un Compartiment est prise, l'émission d'Actions de ce Compartiment est interdite et est considérée comme nulle.

Les Actifs qui ne pourraient pas être distribués à leurs propriétaires après la mise en oeuvre du rachat seront déposés à la banque pour le compte de leurs ayants droit.

Toutes les Actions de Compartiment rachetées seront annulées par la Société.

Chaque Compartiment peut être liquidé séparément, sans que cette liquidation entraînant la liquidation d'un autre Compartiment ou de la Société. Seule la liquidation du dernier Compartiment entraîne la liquidation de la Société.

Art. 64. Fusion ou Scission de compartiments. Dans les mêmes conditions que ci-dessus, ou s'il estime qu'il est dans le meilleur intérêt des Actionnaires des Compartiments existants de la Société, le Conseil est autorisé à proposer à l'Assemblée des Organes Officiels de la Société compétents:

(iii) l'absorption d'un ou plusieurs Compartiment(s) en vue d'être fusionné dans un autre Compartiment absorbant (fusion de Compartiments) ou,

(iv) la division d'un Compartiment (le fractionnement) en deux ou plusieurs nouveaux Compartiments (scission de Compartiments).

La décision du Conseil de procéder à la fusion ou à la scission d'un Compartiment est soumise à une Résolution Qualifiée d'Actionnaires de l'Assemblée Générale des Actionnaires des Organes Officiels de la Société compétents, à savoir:

(i) à l'Assemblée Générale du (des) Compartiment(s) destinés à être absorbés et à celle du Compartiment absorbant en cas de fusion de Compartiments, ou;

(ii) à l'Assemblée Générale du Compartiment de fractionnement en cas de scission ou de division d'un Compartiment.

Après approbation, les Actionnaires du (des) Compartiment(s) à absorber, ou du Compartiment absorbant ou ceux objets du Compartiment de fractionnement, ne se verront pas offrir la possibilité d'avoir leurs Actions de Compartiment rachetées à l'occasion une telle fusion ou scission d'un ou de plusieurs Compartiments.

Un Auditeur indépendant établira un rapport sur les méthodes d'évaluation appliquées dans le cadre du projet de fusion ou de scission d'un Compartiment, et attestera également de la parité/ratio d'échange des Actions offertes aux Actionnaires d'un Compartiment à absorber ou à répartir dans le cadre de la fusion ou de la scission envisagée, à moins que l'Assemblée Générale des Actionnaires du Compartiment devant être fusionné ou scindé juge qu'un tel rapport n'est pas nécessaire,

La Société adressera un avis aux Actionnaires du (des) Compartiment(s) concernés préalablement à la tenue de l'Assemblée Générale des Actionnaires du (des) Compartiment(s) en cause, qui énoncera les raisons et le processus de fusion ou de scission conformément aux règles énoncées ci-dessus en vue de la tenue des Assemblées Générales des Actionnaires de Compartiments.

Chacune des Résolutions Qualifiées d'Actionnaires requises s'étant successivement prononcée en faveur de la fusion ou de la scission du Compartiment, devra être adoptée au moins un (1) mois après la première Résolution Qualifiée d'Actionnaires approuvant la fusion ou la scission envisagée d'un Compartiment. Toute fusion ou scission d'un Compartiment doit préserver les droits et obligations différenciés rattachés à chacune des Actions de Compartiment et Classes d'Actions des Actionnaires du Compartiment devant être absorbé et celles du Compartiment absorbant, ou, le cas échéant, celles du Compartiment à diviser. Si nécessaire, le Conseil changera la désignation des Actions du Compartiment concerné ou de la Classe d'Actions (suite à une fusion ou scission, le cas échéant), et organisera le paiement du montant correspondant aux droits fractionnaires des Actionnaires.

Chapter XXVI . Les amendements aux Statuts et au PPM

Art. 65. Modifications des Statuts. Les Statuts peuvent être modifiés sur proposition (i) du Conseil, ou (ii) de l'Assemblée Générale des Actionnaires d'Actions de Fondateur, et suite à une résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires au moyen d'une Résolution Qualifiée d'Actionnaires. Aucun amendement, qui renforce l'engagement d'un Investisseur, modifie les règles de répartition du bénéfice ou diminue le niveau des conditions d'approbation des Actionnaires nécessaires pour faire de telles modifications, ne peut être apporté sans l'approbation unanime de tous les Actionnaires ayant droit de vote.

Les Statuts ne peuvent être modifiés que conformément aux règles énoncées.

Art. 66. Amendements du PPM. Le Conseil est autorisé à amender le PPM et les Spécifications de Compartiment afin de refléter un changement dans le nom de la Société ou d'un Compartiment, à apporter toute modification nécessaire ou souhaitable en vue de remédier à une ambiguïté ou à corriger ou compléter une disposition qui serait autrement incompatible avec les Statuts; à faire tout changement nécessaire ou souhaitable pour satisfaire aux exigences applicables requises, aux conditions ou lignes directrices contenues dans un avis, directive, ordre, loi, règle ou réglementation de toute entité gouvernementale, pour autant que ce changement soit effectué de manière à minimiser tout effet négatif

pour les Actionnaires, ainsi que toute autre modification qui, de l'avis du Conseil, soit nécessaire ou souhaitable, à condition que dans chaque cas, l'amendement ne porte pas atteinte aux Actionnaires sur un point important, que les Actionnaires soient dûment informés de ces amendements et que de tels amendements soient approuvés par la CSSF.

Chapter XXVII . Divers

Art. 67. Dispositions générales. Toute notification faite dans le cadre des Statuts, du PPM et des Spécifications de Compartiment doit être énoncée par écrit (y compris par télécopieur). Toutes les notifications écrites doivent être remises en mains propres, ou envoyées par courrier recommandé ou certifié (port payé avec ou sans accusé de réception), ou par télécopieur, comme suit: (i) si à la Société, à l'adresse de son Siège Social et (ii) si à un Actionnaire, à l'adresse de cet Actionnaire figurant dans le Registre de la Société. Dans le cas d'Actions au Porteur, la notification des avis aux détenteurs d'Actions au Porteur sera faite conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

Toutes les notifications écrites sont réputées effectives - à la date de leur présentation pendant les heures normales d'activité à l'adresse de la Partie concernée (comme indiqué ci-dessus) lorsque la notification est remise en mains propres ou transmise par télécopieur; cependant, quand la notification est délivrée en dehors des heures normales de bureau, elle est réputée entrer en vigueur le jour suivant dès lors qu'il s'agit d'un jour ouvré dans le pays du destinataire, - le jour de réception par le destinataire concerné (comme indiqué ci-dessus) lorsque la notification est envoyée par courrier recommandé ou certifié (port payé avec ou sans accusé de réception).

Art. 68. Conflits d'intérêts. Aucun contrat ou transaction entre la Société et toute autre société ou entreprise ne sera affecté ni invalidé par le fait que l'un quelconque de l'Initiateur, d'un ou plusieurs des Investisseurs, dirigeants, Administrateurs ou représentant du Conseil a des intérêts dans ou est un gestionnaire, administrateur, associé, dirigeant ou employé de cette autre société ou entreprise.

Dans le cas où un dirigeant, Administrateur ou agent de la Société aurait dans quelque affaire de la Société un intérêt contraire aux intérêts de la Société, ce dirigeant, Administrateur ou agent devra faire connaître ce conflit d'intérêt au Conseil.

Le terme "conflit d'intérêts", tel qu' utilisé dans le paragraphe précédent, ne s'appliquera pas aux relations ou intérêts dans une affaire, position ou transaction impliquant l'Initiateur, le Dépositaire, l'Agent Administratif, l'Agent de Registre et de Transfert ou tout autre agent de la Société, entreprise ou entité juridique, tel que déterminé par le Conseil, à son absolue discrétion.

Art. 69. Droit applicable. Toutes les dispositions non spécifiquement prévues dans les Statuts seront déterminées en accord avec la Loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales et la Loi du 15 juin 2004 concernant la société d'investissement en capital à risqué (SICAR) telles que ces lois peuvent être amendées de temps à autre.

Toute contestation ou réclamation découlant de ou en relation avec les Statuts, le PPM, les Spécifications de Compartiment, les contrats de souscription ou tous les documents mentionnés dans ce document ou qui y sont ou qui y sont incorporés ou fait référence, y compris toute question relative à leur existence, validité ou la résiliation, seront soumises, pour finalement être résolu par arbitrage conformément aux règles de la London Court of International Arbitration («LCIA Règlement» et la London Court of International Arbitration ci-après «Cour d'Arbitrage LCIA»), à l'exclusion de toute juridiction étatique ou autre autorité judiciaire pour toute demande concernant la compétence du tribunal arbitral ou autorité, sauf avec l'accord écrit de toutes les parties à l'arbitrage ou l'autorisation préalable du tribunal arbitral, ou suite à la décision d'attribution de ce dernier sur l'objection de sa juridiction ou autorité. Le tribunal arbitral (le «Tribunal Arbitral») est composé de trois (3) arbitres. Un (1) arbitre est désigné par le demandeur; un (1) arbitre est désigné par le défendeur et un (1) arbitre, qui agira à titre de président du Tribunal arbitral par la Cour d'Arbitrage LCIA. Les arbitres doivent être nommés par la Cour d'Arbitrage LCIA conformément aux LCIA Règlement, en tenant compte du fait que au moins un (1) des arbitres doit être un avocat expérimenté d'entreprise de réputation bien connue ayant une pratique du droit international, familier avec les fonds d'investissement et l'industrie du «private equity». L'arbitrage doit être mené en langue anglaise. Le lieu juridique de l'arbitrage doit être Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg. La loi applicable à être appliquée dans tout litige sera de la législation de fond du Grand-duché de Luxembourg.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital est estimé à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise et française, déclare par la présente qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Plus rien d'autre ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. À la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, notarié fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date indiquée en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite aux comparants, eux-mêmes connus du notaire par leurs noms, prénoms, états civils et demeures, lesdits comparants ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: Henryon, Rouckert, Maria Santiago, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 mai 2011. Relation: EAC/2011/5949. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santoni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011083431/1722.

(110092025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2011.

Goodrich Aftermarket (Singapore) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraichers.

R.C.S. Luxembourg B 132.449.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011055710/10.

(110062298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

GDF SUEZ Energy International Invest, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.087.498.272,84.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 155.909.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé en date du 3 mars 2011 que International Power Plc associé unique de la Société a transféré toutes les mille cinquante (1.050) parts sociales qu'elle détenait dans la Société à International Power (Zebra) Limited, une société ayant son siège social à Pellipar House, 1^{er} étage, 9, Cloak Lane, Londres EC4R 2RU, Royaume-Uni et immatriculée auprès de la Companies House sous le numéro 07451673.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 avril 2011.

Référence de publication: 2011055720/15.

(110062325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Goodrich Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraichers.

R.C.S. Luxembourg B 78.528.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011055711/10.

(110062282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Goodrich Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraichers.

R.C.S. Luxembourg B 78.528.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011055712/10.

(110062291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Gestion Générale Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4222 Esch-sur-Alzette, 195-197, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 106.721.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch-sur-Alzette, le 04/04/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011055723/10.

(110062878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Grove Holding, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 102.602.

La convention de domiciliation du siège de la société GROVE HOLDING Sàrl, intervenue le 18 décembre 2008 a été dénoncée et prendra effet dès son dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Le 21 avril 2011.

FIDOMES S.A.

Référence de publication: 2011055727/10.

(110062516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

H Financial Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 111.174.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011055730/10.

(110062733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Haasberg, Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 63.127.

Les comptes annuels au 31 décembre 2001 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011055734/9.

(110062584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

IK Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 379.677,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 131.104.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 31 décembre 2010

Il résulte d'une résolution en date du 31 décembre 2010 que l'associé unique accepte la démission de Monsieur François Bourgon de son poste de gérant indépendant de la Société avec effet immédiat.

L'associé unique note que suite à cette démission, le conseil de gérance est dorénavant composé de:

Monsieur Geoffrey Radcliffe, gérant interne

Monsieur Bill Finelli, gérant interne

Madame Leon Schwab, gérant interne

Pour extrait sincère et conforme

Pour la Société

Référence de publication: 2011055748/17.

(110062900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

IMCS, International Management & Consulting Services SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8813 Bigonville, 14, rue du Village.

R.C.S. Luxembourg B 145.908.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011055750/10.

(110062750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Immo Invest H R S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9706 Clervaux, 2A, route d'Esborn.

R.C.S. Luxembourg B 154.002.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 21 décembre 2010.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 21 décembre 2010, que la société International Business Counselors Sàrl., ayant son siège social à L-9570 Wiltz, 9, rue des Tondeurs, inscrite au registre de commerce sous le numéro B39503, a été nommée comme commissaire aux comptes en remplacement de la société International Allied Services S.A. ayant son siège social à L-9522 Wiltz, 21, rue du Fossé, en qualité de commissaire aux comptes. La société International Business Counselors Sàrl terminera le mandat de son prédécesseur jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année 2015.

Wiltz, le 21 décembre 2010.

Pour extrait conforme

La société FIDUCIAIRE ARBO S.A.

Référence de publication: 2011055751/17.

(110062564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Innova RS Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 425.150,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 139.627.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 4 février 2011, avec effet au 4 février 2011, que INNOVA/5 L.P a cédé 3.929 (trois mille neuf cent vingt neuf) parts sociales qu'elle détenait dans la Société à FRIENDS OF INNOVA/5 L.P.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2011055753/13.

(110062736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Intégrations Technologies & Systèmes International SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9780 Wincrange, 78, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 93.180.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011055756/10.

(110062751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Interactive Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 56.068.

*Extrait des résolutions du Conseil d'Administration du 31 mars 2010:**Résolution 1.*

Nationwide Management S.A. ayant son siège social 60, Grand Rue, 1^{er} étage, L-1660 Luxembourg, n° RCS Luxembourg B99 746, a été confirmé avec effet immédiat comme Administrateur-Délégué jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Luxembourg, le 31 mars 2010.

Pour Interactive Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011055760/14.

(110062711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

International Corporate & Family Office, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 117.955.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011055761/9.

(110062607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Interoute S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3985 Foetz, 10, rue des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 27.746.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme

Pour Interoute S.à r.l.

Fideco Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011055762/12.

(110062545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Ipsos Facto S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4302 Esch-sur-Alzette, 12, rue Eugène Reichling.

R.C.S. Luxembourg B 53.684.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 20/04/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011055764/10.

(110062877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Jani S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 49.690.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011055767/10.

(110062469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Intrasonics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 144.185.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2011055763/12.

(110062897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Jani S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 49.690.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 11 avril 2011

Résolutions

Toutes les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

L'assemblée générale décide de renouveler le mandat d'administrateur et d'administrateur délégué de Monsieur Tom DONOVAN demeurant 79 Glenvara Park Knocklyon Dublin 16 Irlande, le mandat d'administrateur de Monsieur David KEOGH demeurant 16, Annamoe Road Dublin Irlande et de Madame Roisin DONOVAN demeurant 79 Glenvara Park Knocklyon Dublin 16 Irlande.

L'assemblée générale accepte la démission de la société BCCB INCORPORATED LIMITED au poste de commissaire aux comptes et décide de la remplacer par la société Jawer Consulting SA ayant son siège au 241, route de Longwy L-1941 Luxembourg.

Les mandats ainsi attribués viendront à échéance lors de l'assemblée générale à tenir en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011055768/19.

(110062732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

JETSET Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2514 Luxembourg, 5, rue Jean-Pierre Sauvage.

R.C.S. Luxembourg B 135.662.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011055769/10.

(110062713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

KA Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 328.169,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 132.558.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 31 décembre 2010

Il résulte d'une résolution en date du 31 décembre 2010 que l'associé unique accepte la démission de Monsieur François Bourgon de son poste de gérant indépendant de la Société avec effet immédiat.

L'associé unique note que suite à cette démission, le conseil de gérance est dorénavant composé de:

Monsieur Geoffrey Radcliffe, gérant interne

Monsieur Bill Finelli, gérant interne

Madame Leon Schwab, gérant interne

Pour extrait sincère et conforme
Pour la Société

Référence de publication: 2011055772/17.

(110062899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Kerma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 40.659.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2011.

Référence de publication: 2011055773/10.

(110062813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Kerma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 40.659.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2011.

Référence de publication: 2011055774/10.

(110062814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Kerma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 40.659.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 18 avril 2011 que:

1. Sont réélus administrateurs, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes arrêtés au 31 décembre 2016:

Monsieur Jean-François MAHIEU, administrateur;

Monsieur Benoît BAUDUIN, administrateur;

Monsieur Patrick MOINET, administrateur.

2. Est réélu commissaire, pour la même période:

Monsieur Adrien MAHIEU.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 21 avril 2011.

Référence de publication: 2011055775/19.

(110062840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Kim Productions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 124.900.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011055776/9.

(110062349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Kim Productions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 124.900.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011055777/9.

(110062350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Kim Productions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 124.900.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011055778/9.

(110062351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Koch-Montage-Bau A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9838 Untereisenbach, 2, Am enneschten Eck.

R.C.S. Luxembourg B 101.705.

Les comptes annuels au 31.12.10 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011055779/9.

(110062353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

L'Ile aux enfants, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5892 Alzingen, 52, rue Jean Wolter.

R.C.S. Luxembourg B 140.420.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011055780/9.

(110062710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

L'Industrie, Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 10.275.

Assemblée Générale Extraordinaire du 20 avril 2011

Les actionnaires de la société se sont réunies en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

1) La démission du mandat de commissaire aux comptes en date du 13 avril 2011 de la société Commissaire aux comptes S.A. avec siège social à L-4276 Esch-sur-Alzette, 44, rue Pasteur, inscrite au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B 131410.

2) La nomination de la société LG Management S.à r.l. avec siège social à L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel, inscrite au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B 156639 en tant que commissaire aux comptes au 14 avril 2011 pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2016.

Signature.

Référence de publication: 2011055781/17.

(110062506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

L'Oiseau Bleu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1368 Luxembourg, 40, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 157.601.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2011.

L'OISEAU BLEU S.A.

Société Anonyme

Un mandataire

Référence de publication: 2011055782/13.

(110062785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Leader International E-Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.

R.C.S. Luxembourg B 135.853.

Nous soussignée, la société Optimal Consult sa ayant son siège social établi à 3, Op d'Schmëtt 9964 HULDANGE, représentée par son administrateur délégué, Monsieur Jean-Luc LOUIS, demeurant à 50B/22, rue du Long Thier à B-4500 HUY, portons à la connaissance des actionnaires et du conseil d'administration de la société LEADER INTERNATIONAL E-SOLUTIONS, dont le siège est établi à 3, Op d'Schmëtt à 9964 HULDANGE (R.C.S.: B 135.853), que nous démissionnons du poste d'administrateur unique en date du 5 avril 2011.

Optimal Consult sa

Signature

Référence de publication: 2011055791/14.

(110062739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Lisgo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1617 Luxembourg, 66, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 43.297.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 21 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011055796/10.

(110062398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Lux Industrie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 72.600.

Assemblée Générale Extraordinaire du 20 avril 2011

Les actionnaires de la société se sont réunies en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

1) la démission du mandat de commissaire aux comptes en date du 13 avril 2011 de la société Commissaire aux comptes S.A. avec siège social à L-4276 Esch-sur-Alzette, 44, rue Pasteur, inscrite au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B 131410.

2) la nomination de la société LG Management S.à r.l. avec siège social à L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel, inscrite au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B 156 639 en tant que commissaire aux comptes au 14 avril 2011 pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2016.

Signature.

Référence de publication: 2011055801/17.

(110062504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Lux Moebel TEC Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5627 Mondorf-les-Bains, 13-15, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 150.975.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 22/02/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011055802/10.

(110062876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Lux-Aménagements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 77.749.

Assemblée Générale Extraordinaire du 20 avril 2011

Les actionnaires de la société se sont réunies en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

1) La démission du mandat de commissaire aux comptes en date du 13 avril 2011 de la société Commissaire aux comptes S.A. avec siège social à L-4276 Esch-sur-Alzette, 44, rue Pasteur, inscrite au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B 131410.

2) La nomination de la société LG Management S.à r.l. avec siège social à L-4149 Esch-sur-Alzette, 37, rue Romain Fandel, inscrite au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B 156 639 en tant que commissaire aux comptes au 14 avril 2011 pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2016.

Signature.

Référence de publication: 2011055803/17.

(110062505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Luximmotrust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 107.784.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011055804/10.

(110062722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Mylan Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.674.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2011.

Pour Mylan Luxembourg 1 S.à r.l.

Référence de publication: 2011055809/11.

(110062705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Mylan Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.516.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2011.

Pour Mylan Luxembourg 2 S.à r.l.

Référence de publication: 2011055810/11.

(110062704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Mylan Luxembourg 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.517.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2011.

Pour Mylan Luxembourg 3 S.à r.l.

Référence de publication: 2011055811/11.

(110062703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Roudbaach S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8558 Roudbaach/Platen, 50, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 160.093.

—
STATUTS

L'an deux mille onze, le vingt-huit mars.

Par-devant Maître Georges D'HUART, notaire de résidence à Pétange, agissant en remplacement de Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, dûment empêché, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

ONT COMPARU:

1.- Madame Marie-Paule SCHMARTZ, restauratrice, née à Luxembourg le 15 février 1959, demeurant à F-93160 Noisy-le-Grand, 60, Clos des Cascades.

2.- Monsieur Mohammed LADMIA, restaurateur, né à Annaba (Algérie) le 14 octobre 1966, demeurant à F-93160 Noisy-le-Grand, 60, Clos des Cascades.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer entre eux.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "ROUDBAACH s.à r.l."

Art. 2. Le siège de la société est établi à Roudbaach/Platen.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcoolisées et non alcoolisées avec établissement de restauration, ainsi que d'un établissement d'hébergement de moins de dix chambres.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

Elle pourra effectuer toutes activités et opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières ou autres se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Art. 6. Les parts sociales ne sont cessibles entre associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Il en est de même pour toute cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément préalable des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 7. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 8. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 9. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 11. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Art. 12. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 13. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 14. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Art. 15. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire.

Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 17. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Art. 18. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Madame Marie-Paule SCHMARTZ, préqualifiée, cinquante parts sociales	50
2) Monsieur Mohammed LADMIA, préqualifié, cinquante parts sociales	50
Total: cent parts sociales	100

Les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice prend cours le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2011.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à neuf cent cinquante euros (€ 950.-).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite, les comparants représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les décisions suivantes:

1) Madame Marie-Paule SCHMARTZ, préqualifiée, est nommée gérante technique de la société pour une durée indéterminée.

2) Monsieur Mohammed LADMIA, préqualifié, est nommé gérant administratif de la société pour une durée indéterminée.

3) La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de la gérante technique et du gérant administratif.

Pour tout engagement généralement quelconque ne dépassant pas un montant de mille deux cent cinquante euros (€ 1.250.-), la société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de la gérante technique.

4) Le siège social est fixé à L-8558 Roudbaach/Platen, 50, rue Principale. Les comparants déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et agir pour leur propre compte et certifient que les fonds servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livrera pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Le notaire instrumentant a rendu attentifs les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: SCHMARTZ, LADMIA, D'HUART.

Enregistré à Capellen, le 30 mars 2011. Relation: CAP/2011/1207. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, par Me Camille MINES, en remplacement de Me Alex WEBER, empêché.

Bascharage, le 4 avril 2011.

C. MINES.

Référence de publication: 2011050815/138.

(110056185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2011.

Mylan Luxembourg 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.500.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2011.

Pour Mylan Luxembourg 4 S.à r.l.

Référence de publication: 2011055812/11.

(110062702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Mylan Luxembourg 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.501.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2011.

Pour Mylan Luxembourg 5 S.à r.l.

Référence de publication: 2011055813/11.

(110062701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Narya S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 141.492.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011055818/10.

(110062645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

NJCM International SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.

R.C.S. Luxembourg B 96.887.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011055825/10.

(110062744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Onyxs Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2432 Luxembourg, 1, place de Roedgen.

R.C.S. Luxembourg B 115.048.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011055828/10.

(110062683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Optimal Consult SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmëtt.

R.C.S. Luxembourg B 109.314.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011055829/10.

(110062741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Peter's Soups and Juices, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 145.577.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 16/02/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011055836/10.

(110062880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Premier Education Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 148.441.

Il est porté à la connaissance de tiers qu'en date du 25 février 2011, Premier Education Holdings S.à r.l., l'Associé Unique de la société émarginée, a transféré les 12.500 parts sociales qu'elle détenait dans Premier Education Holdings II S.à r.l. à Premier Education (UK) Holdco Limited, ayant son siège social au Nord House, Third Avenue, Centrum 100, Burton-on-Trent, Staffordshire, United Kingdom DE14 2WD.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011055837/13.

(110062317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Premier Education Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 148.441.

Il est porté à la connaissance de tiers qu'en date du 25 février 2011, Premier Education (UK) Holdco Limited, l'Associé Unique de la société émarginée, a transféré les 12.500 parts sociales qu'elle détenait dans Premier Education Holdings II S.à r.l. à Premier Education (UK) Midco Limited, ayant son siège social à Nord House, Third Avenue, Centrum 100, Burton-on-Trent, Staffordshire, United Kingdom DE14 2WD.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011055838/13.

(110062790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Profea S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 129.055.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011055841/14.

(110062664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Pure Equity Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 141.029.

—
EXTRAIT

En date du 13 avril 2011, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Johanna Dirkje Van Oort, en tant que gérant, est acceptée avec effet au 23 Février 2011.
- Monica Tiuba, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la société avec effet au 23 février 2011.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011055842/14.

(110062281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.

Renlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 65, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 74.278.

—
Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 8 avril 2011

Les actionnaires de la société RENLUX S.A. réunis en Assemblée Générale Extraordinaire du 8 avril 2011, ont décidé à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'accepter les démissions de:

- Monsieur Rudy Reuter, commerçant, demeurant à L-8229 Bridel, Feitekneppchen, (administrateur délégué)
- Madame Liliane Reuter-Le Lourec, sans état particulier, demeurant à L-8229 Bridel, Feitekneppchen,
- Madame Christiane Reuter, employée privée, demeurant à L-6960 Senningerberg, 107, route de Trèves,

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de nommer:

- Monsieur Didier-Pierre ALAUME, administrateur de sociétés, né le 24 août 1947 à Paris, demeurant à L-1450 Luxembourg, 65, côte d'Eich
- Madame Jacqueline ALAUME, administrateur de sociétés, né le 2 mars 1948 à Paris, demeurant à L-1450 Luxembourg, 65, côte d'Eich
- Monsieur Olivier-Pierre ALAUME, cadre dirigeant, né le 17 janvier 1978 à Paris, demeurant à F-91400 Orsay, 34, avenue Saint Laurent

en qualité de nouveaux administrateurs en remplacement des administrateurs démissionnaires, pour une durée de six ans, c'est-à-dire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

De même, l'assemblée générale décide de nommer:

- Monsieur Didier-Pierre ALAUME, administrateur de sociétés, né le 24 août 1947 à Paris, demeurant à L-1450 Luxembourg, 65, côte d'Eich au poste d'administrateur délégué pour une durée de six ans, c'est-à-dire jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

Troisième résolution

L'assemblée générale constatant que le mandat du commissaire aux comptes de:

- LUX-AUDIT S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie

est arrivé à échéance, il est également décidé de le renouveler pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société à l'adresse suivante:

L-1450 Luxembourg, 65, Côte d'Eich

Pour extrait conforme
Luxembourg, le 8 avril 2011.

Référence de publication: 2011051169/39.

(110057617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Highrise S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 37.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 154.943.

Extrait des résolutions des associés de la société prises par voie circulaire

- Les démissions de Messieurs Daniel FLAIG et Eric TRUEB de leurs postes de gérants de la société sont acceptées avec effet au 15 avril 2011;

- Conformément à l'article 7.1 des statuts de la société, il a été décidé de procéder à la création d'une catégorie A et d'une catégorie B de gérants. Dès lors, la société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B;

- Monsieur Felix ROHNER né le 24 février 1961 à Schneisingen (Suisse) demeurant au Talacker 42, CH-8022 Zurich et Monsieur Martyn A. SCRIVEN né le 22 mars 1947 à Kettering (Angleterre) demeurant professionnellement au 28, New Street, St Helier, Jersey CI JE2 3TE sont nommés gérant de catégorie A de la société pour une durée illimitée.

- Monsieur Jonathan BUESNEL né le 6 août 1975 à Jersey demeurant professionnellement au Ground Floor, Liberation Hosue, Castle Street, St Helier, Jersey CI JE2 3AT, Monsieur Philippe STANKO né le 15 janvier 1977 à Wittlich (Allemagne) demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et Monsieur Jean-Robert BARTOLINI né le 10 novembre 1962 à Differdange (Luxembourg) demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg sont nommés gérants de catégorie B de la société pour une durée illimitée.

Le 18 avril 2011.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2011062153/24.

(110068938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2011.

Longview Partners Investments, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.878.

Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 avril 2011

L'Assemblée Générale a reconduit, à l'unanimité, le mandat des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises agréé pour un nouveau terme d'un an.

Composition du Conseil d'Administration

Fernand REINERS Président

(résidant professionnellement à L-2449 LUXEMBOURG, 24bis, boulevard Royal)

Keith E. McDERMOTT

(résidant professionnellement à LONDON EC4V 3RL, 1, Thames Court, Queenhithe)

Ramzi Y. RISHANI

(résidant professionnellement à LONDON EC4V 3RL, 1, Thames Court, Queenhithe)

Nico THILL

(résidant professionnellement à L-2449 LUXEMBOURG, 24bis, boulevard Royal)

Réviseur d'Entreprises agréé

MAZARS

(ayant son siège social à L-2530 LUXEMBOURG, 10 A, rue Henri M. Schnadt)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2011.

Marie-Cécile MAHY-DUBOURG

Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2011051071/26.

(110057444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Platifer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3656 Kayl, 45A, rue Michel.

R.C.S. Luxembourg B 140.119.

L'an deux mille onze, le vingt-six janvier.

Par-devant Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

Monsieur Fernando Joaquim DA COSTA SANTOS, indépendant, demeurant à L-3712 Rumelange, 54, rue des Artisans.

Lequel comparant déclare qu'il est unique associé de la société «PLATIFER S.à r.l., avec siège social à L-3712 Rumelange, 54 rue des Artisans, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 6 juin 2008, publié au Mémorial C numéro 1919 en date du 5 août 2008, immatriculé au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B140.119.

Ceci exposé, l'associé représentant l'intégralité du capital social, a déclaré vouloir se considérer comme dûment convoqué en assemblée générale extraordinaire et, sur ordre du jour conforme dont il reconnaît avoir eu connaissance parfaite dès avant ce jour, a pris la résolution suivante sur l'ordre du jour suivant:

- Transfert du siège social et modification du premier alinéa de l'article cinq des statuts.

Résolution unique

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de Rumelange à Kayl et de modifier par conséquent le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 5. (premier alinéa). Le siège est établi à Kayl

(Le reste sans changement).

L'adresse du siège est fixée à L-3656 Kayl, 45a, rue Michel.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, sont évalués approximativement à HUIT CENTS EUROS (800.- EUR).

Les frais et honoraires des présentes sont à charge de la société. Elle s'engage solidairement ensemble avec la comparante au paiement desdits frais.

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la présente assemblée à été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénoms, état et demeure, a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Da Costa Santos , Biel A.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 31 janvier 2011. Relation: EAC/2011/1400. Reçu SOIXANTE-QUINZE EUROS (75,- EUR).

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 8 avril 2011.

Référence de publication: 2011051149/40.

(110056871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Amalthee S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 122.864.

Les comptes annuels au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AMALTHEE S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2011055606/11.

(110062288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2011.